

Tebboune en Italie

Lire l'article de R. N. page 3

CASNOS

Les mises en garde du ministre du Travail

Lire l'article de A. Z. page 4



L'OMS ALERTE

«La vie à Ghaza est sans cesse réduite à néant»

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2

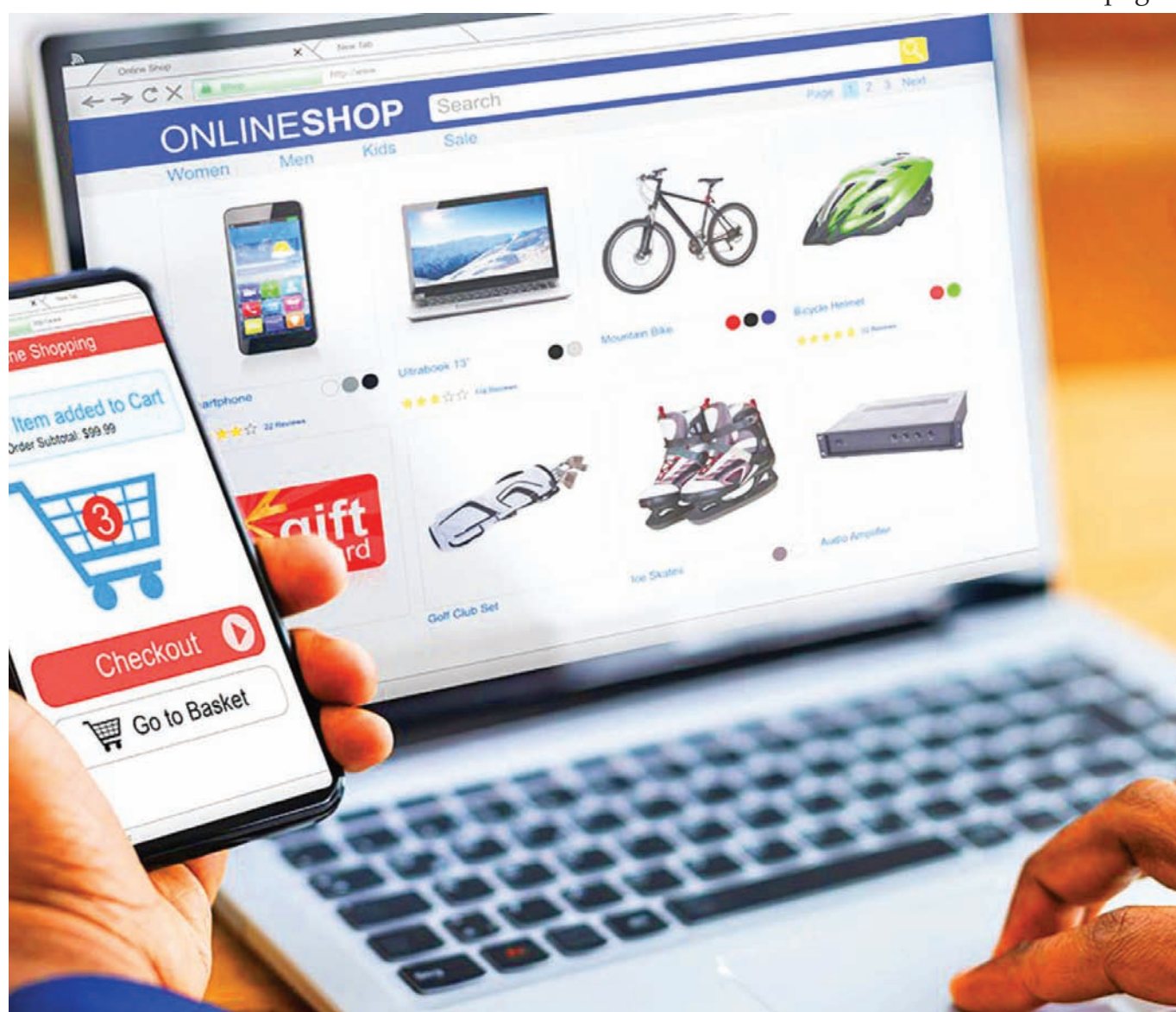
ENTMV

Un service de transport de marchandises sur la ligne Alicante-Oran

P. 4

L'APOCE TIRE LA SONNETTE D'ALARME Appel à une plus grande surveillance du commerce en ligne

Lire l'article de M. Aziza page 3



MARCHÉS DE GROS RELEVANT DE «MAGROS» Des espaces gratuits aux agriculteurs

P. 4



L'OMS alerte
«La vie à Ghaza est sans
cesse réduite à néant»

Mohamed Mehdi

Mardi 655^e jour d'agression sioniste et 143^e jour de siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël augmente la cadence de ses massacres contre la population civile, femmes et enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Le nouveau bilan du ministère de la Santé publié, hier, fait état de 446 victimes, dont 77 martyrs et 376 blessés transférés dans les hôpitaux de Ghaza lors des précédentes 24h (lundi), soit au total 59.106 martyrs et 142.511 blessés, depuis le 7 octobre 2023.

Quant au nombre de victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il s'élève à 8.268 martyrs et 30.470 blessés.

Avec la complicité américaine évidente, les massacres israéliens dans les « centres d'aide » israélo-américains se poursuivent encore. Lors des précédentes 24h, les hôpitaux ont reçu 5 martyrs et 52 blessés, ce qui porte à 1.026 martyrs et 6.563 blessés le nombre total de victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire, ajoute la même source. Dans une « déclaration urgente », le ministère de la Santé a annoncé, en fin de matinée de mardi, le martyre d'au moins 15 Palestiniens lors de la journée de lundi des suites de la famine imposée par l'entité sioniste. « Les hôpitaux de Ghaza ont enregistré, au cours des dernières 24 heures, 15 décès, dont 4 enfants, en raison de la famine et de la malnutrition qui sévit dans l'enclave. Cela porte le nombre total de décès dus à la famine à 101, dont 80 enfants », lit-on dans la déclaration. Deux heures plus tard, le ministère annonce, dans un autre communiqué, « la suspension des services de santé dans plusieurs établissements du secteur ». « Après des avertissements répétés, nous annonçons la suspension des services dans les établissements de santé suivants : l'hôpital des services généraux, la centrale d'oxygène, les cliniques Al-Salam, Al-Shati, et les centres médicaux Al-Jalaa et Haidar Abdul Shafi) ».

Le document explique cette suspension par le « maintien par l'occupation d'interdire à l'Organisation mondiale de la Santé de livrer du carburant et des fournitures médicales aux hôpitaux de la ville de Ghaza et du Nord », précisant que les établissements cités « resteront fermés durant 48 heures ».

Hier à 16h (localement) pas moins de 63 martyrs, dont 26 demandeurs d'aide alimentaire morts sous les tirs des forces israéliennes et environ 120 autres personnes ont été blessées, ont été recensés par les services hospitaliers de Ghaza.

L'OMS CONDAMNE UNE
ATTAQUE ISRAËLIENNE
CONTRE UN BÂTIMENT
SON PERSONNEL
À DEIR AL BALAH

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a condamné, dans un communiqué publié dans la soirée de lundi à mardi, « les attaques contre un bâtiment abritant le personnel de l'OMS à Deir al Balah, dans la zone centrale de Ghaza, les mauvais traitements infligés aux personnes qui s'y réfugient et la destruction de son entrepôt principal ». Le communiqué ajoute que « le personnel et leurs familles, y compris les enfants, ont été exposés à un grave danger et traumatisés après que les frappes aériennes ont provoqué un incendie et des dégâts importants ».

« L'armée israélienne a investi les locaux, forçant les femmes et les enfants à évacuer à pied vers Al-Mawasi, en plein conflit. Les employés masculins et leurs familles ont été menottés, déshabillés, interrogés sur place et contrôlés sous la menace d'une arme. Deux membres du personnel de l'OMS et deux membres de leurs familles ont été arrêtés. Trois d'entre eux ont été libérés par la suite, tandis qu'un membre du personnel est toujours en détention », ajoute l'Organisation. Le document précise que « 32 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été récupérées et évacuées vers le bureau de l'OMS dans le cadre d'une mission à haut risque, dès que l'accès a été possible », ajoutant que ce bureau « est lui-même proche de la zone d'évacuation et du conflit actif ».

La présence de « l'agence sanitaire chef de file des Nations Unies est désormais compromise, ce qui paralyse les efforts visant à maintenir un système de santé en ruine et rend la survie encore plus inaccessible pour plus de deux millions de personnes », affirme encore l'OMS. « Alors que 88% de la population de Ghaza est désormais soumise à des ordres d'évacuation ou se trouve dans des zones militarisées par Israël, il n'y a aucun endroit sûr où aller », note le document, constatant que « la vie à Ghaza est sans cesse réduite à néant, et la possibilité d'empêcher des pertes en vies humaines et d'inverser les immenses dégâts causés au système de santé s'éloigne chaque jour davantage ».

SG DE L'ONU:
«CONSTERNÉ
PAR LA DÉGRADATION
ACCÉLÉRÉE
DE LA SITUATION
HUMANITAIRE »

Dans une déclaration du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a exprimé la condamnation du chef de l'organisation des « tirs, des

Une source du ministère des Affaires
étrangères répond à Retailleau

Une source responsable du ministère des Affaires étrangères a été interrogée au sujet d'une récente déclaration du ministre français de l'Intérieur au quotidien Le Figaro. Dans cette déclaration, le ministre français annonçait son intention de demander aux préfetures françaises de « ne pas tenir compte des passeports délivrés par les consulats algériens aux ressortissants algériens, aux fins d'obtention de titres de séjours ». La même source a tenu, d'abord, à souligner que l'octroi de ces passeports est

un droit pour les citoyens algériens et une obligation de l'Etat algérien souverain. De même, leur reconnaissance s'impose à l'Etat français.

Cette source estime, par ailleurs, que la déclaration du ministre français relève clairement de l'arbitraire, de la discrimination et de l'abus de pouvoir, en ce qu'elle s'inscrit en opposition frontale à la législation française elle-même. Connaissant son auteur, cette déclaration est également politiquement marquée. Elle est, enfin, légalement contes-

table, car sans fondement aucun du point de vue du droit français. En effet, les passeports dont il est question sont délivrés à la demande des préfetures françaises elles-mêmes, comme documents de référence indispensables à l'établissement des titres de séjours. En conséquence, une non-reconnaissance de ces documents, comme annoncé par le ministre français de l'Intérieur, constituerait tout autant une violation de droits individuels et un autre manquement aux engagements bilatéraux de la France.

ANALYSE

Kamal Guerroua

Que s'est-il passé depuis le 18 juin dernier, en France concernant la Palestine ? Revirement, ou simple stratégie de «wait and see»? Pour cause, dès l'annulation de la conférence prévue pour cette date-là au siège de l'ONU à New-York, et que devait co-présider Macron avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman, dit « MBS » pour engager « une dynamique » et reconnaître la Palestine, les choses tournent au ralenti du côté de l'Élysée. Cela est d'autant plus problématique que le président Macron s'est engagé le 13 juin devant une foule de militants de la société civile palestinienne à reprogrammer « dès que possible », ce rendez-vous historique. Il ne faut pas attendre, insiste ce dernier. « L'urgence évidente (...) est d'avoir cette conférence et de déclencher la reconnaissance réciproque », lance-t-il tout de go alors que les humanitaires se font l'écho du massacre en cours dans la bande de Ghaza. Ce jour-là Macron a été chaleureusement applaudi, mais depuis, silence radio. Certes, les frappes israélo-américaines sur l'Iran ont, en quelque sorte, détruit l'espérance «macronienne» en une reconnaissance rapide de l'État palestinien, mais les causes sont à chercher ailleurs. Il va de soi que, même si la France se prévaut de son ancienne «politique arabe, un privilège qui lui dicte d'agir comme puissance tutélaire, surtout dans la région du Moyen-Orient (le cas du Liban par exemple), elle reste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale symboliquement endettée vis-à-vis des juifs : mémoire de la Shoah sous le Nazisme. Cela pose problème pour l'Establishment hexagonal d'aller au fond du problème en ce qui concerne «la solution de deux États». En outre, la France semble conditionner sa «reconnaissance» de l'État palestinien par un impératif de taille : la reconnaissance par d'autres pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, d'Israël. Autrement dit, Marcon veut une normalisation de fait et de jure, comme celle du Maroc, de Bahreïn, des Émirats arabes unis et du Sou-

Cet «État»
palestinien
qui «dérange»...

dan en 2020 avec Israël. Presque un enjeu impossible pour MBS par ces temps durs où l'Arabie saoudite s'efforce de prendre la tête de la locomotive du Monde

arabo-musulman, face à ses concurrents géopolitiques dans la région, à savoir la Turquie d'Erdogan et l'Iran des ayatollahs. Mais comment la France, «république des droits de l'homme» peut-elle se taire encore sur «le génocide ghazaoui» alors que la Cour internationale de justice, dans sa décision du 19 juillet dernier, a rappelé la réalité de l'occupation israélienne : accentuation des colonies de peuplement, dépossession massive des terres, accaparement des ressources naturelles palestiniennes, augmentation des violences des colons, et une situation générale pouvant être qualifiée de «ségrégation raciale et d'apartheid»?

Cette décision a été, pour rappel, prise suite à la résolution du Knesset qui rejette la reconnaissance de l'État palestinien, faisant fi du droit international. Et, enfin, la question qui se pose est la suivante : s'il y a vraiment «reconnaissance» française, -comme celle de L'Irlande ou de l'Espagne-, celle-ci peut-elle être une application à la lettre de la résolution onusienne adoptée en septembre 2024 ? C'est-à-dire la mise en œuvre de ses mesures préconisées, notamment : « ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation » d'occupation ; faire la distinction « dans leurs échanges en la matière, entre Israël et le Territoire palestinien occupé » ; cesser « la fourniture ou le transfert d'armes, de munitions et de matériels connexes à Israël » qui pourraient être utilisés en Palestine ; prohiber « l'importation de tout produit provenant des colonies » ; respecter les trois ordonnances de la Cour internationale de justice rendues dans la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre l'État d'Israël au titre de la convention internationale contre le génocide, etc. ? Ou, c'est là encore l'autre gros problème, cette reconnaissance ne dépasse plus le cadre symbolique...

meurtres et des blessures infligées à des personnes tentant de nourrir leurs familles », et sa consternation devant « la dégradation accélérée de la situation humanitaire à Ghaza, où les derniers moyens de subsistance s'effondrent ».

« Les civils doivent être protégés et respectés, et ne doivent jamais être pris pour cible. La population de Ghaza souffre toujours d'un manque criant de biens de première

nécessité », affirme encore M. Dujarric, rappelant que « Israël a l'obligation d'autoriser et de faciliter, par tous les moyens à sa disposition, l'aide humanitaire fournie par les Nations Unies et les autres organisations humanitaires ».

«Un nouvel ordre d'évacuation dans certaines zones de Deir al-Balah, où vivent des dizaines de milliers de personnes, aggrave les conditions de vie des populations et les

déplace davantage, limitant ainsi la capacité des Nations Unies à acheminer une aide vitale », lit-on également dans la déclaration du SG de l'ONU qui lance un « appel urgent » à « la protection des civils, y compris du personnel humanitaire, et à la fourniture des ressources essentielles à leur survie », « la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages », et à « instaurer un cessez-le-feu ».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

L'APOCE tire la sonnette d'alarme
Appel à une plus grande surveillance du commerce en ligne



M. Aziza

L'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) a appelé les autorités compétentes à renforcer la surveillance et le contrôle des entreprises de livraison notamment celles qui exercent en ligne. Cette demande ou plutôt cette alerte fait suite à des préoccupations et des requêtes exprimées par des opérateurs économiques du e-commerce et par des consommateurs qui se sont fait avoir par des entreprises de livraison, dont certaines ont seulement le registre de commerce. Sans avoir, comme le stipule la réglementation, une autorisation de la part de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (AR-PCE). Pourtant la loi est claire, nous dira Mustapha Zebdi, président de l'APOCE dans une déclaration faite au «Le Quotidien d'Oran», précisant que les entreprises de livraison, dans le cadre de leurs activités, sont soumises à une obligation de déclaration auprès de l'ARPCE. Et d'affirmer que certains «magouilleurs» avec des vendeurs sur les réseaux sociaux qui n'ont même pas de registre de commerce. M.Zebdi a affirmé dans ce sens que son association a déjà fait part de ce genre de préoccupations auprès du ministère du Commerce intérieur, notamment sur le fait que certaines entreprises de livraison ont affaire, à travers de la publicité sur les réseaux sociaux, à des vendeurs qui n'ont ni la qualité de commerçant ni de e-commerçant.

Autrement dit, des vendeurs en ligne qui ne sont pas inscrits au registre du commerce.

Il faut rappeler que la loi relative au commerce électronique exige des commerçants ou e-fournisseurs de s'inscrire soit au Registre du Commerce, soit au Registre de l'Artisanat et des Métiers.

M.Zebdi a affirmé que les principales requêtes des consommateurs concernent le fait qu'ils reçoivent des produits défectueux suite à un achat en ligne. En soulignant que le consommateur qui passe une commande sur les réseaux sociaux et qui fait appel à une entreprise de livraison, a le droit d'exiger que l'opérateur ouvre le colis, mais dans la pratique certains opérateurs refusent de l'ouvrir. L'APOCE a déjà souligné, à travers ses campagnes de sensibilisation, que cette démarche est légale et constitue un des droits fondamentaux des consommateurs. Une démarche qui peut prémunir le consommateur contre les risques d'escroquerie, de fraude et de tromperie, liées à une non-conformité du produit par rapport à ce qui est présenté à travers les images et les vidéos du e-commerce.

Et pour éviter des litiges du genre et les scénarios déjà vécus d'arnaque et d'escroquerie numérique relative au e-commerce, M.Zebdi a appelé à une surveillance et un contrôle rigoureux des entreprises de livraison en ligne. Et ce, pour garantir la sécurité des colis, la transparence des opérations et la satisfaction du consommateur. Cela implique, dit-il, de s'assurer également du respect des réglementations en vigueur.

Sommet intergouvernemental de haut niveau
Tebboune en Italie

R. N.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté, hier, Alger en direction de la République d'Italie où il présidera la cinquième session du

sommet intergouvernemental de haut niveau algéro-italien, indique un communiqué publié sur la page facebook de la présidence de la république.

Cette visite qui revêt une importance particulière entre dans le

cadre du renforcement des liens d'amitié historique et de l'intensification des relations bilatérales dans de nombreux domaines entre les deux pays amis, indique la même source.

Rentrée universitaire
Début des préinscriptions des nouveaux bacheliers

Les préinscriptions des nouveaux bacheliers pour l'année universitaire 2025/2026, ont débuté mardi après-midi et se poursuivront jusqu'à samedi prochain. Les préinscriptions se font exclusivement via le site web <https://orientation-esi.dz/> ou en scannant le QR code. Les bacheliers peuvent s'inscrire via le portail électronique étudiant (Portail du bachelier), téléchargeable sur smartphone et qui contient la circulaire ministérielle d'orientation des bacheliers sous un format interactif, leur permettant de consulter les spécialités et

les conditions d'admission à l'université. Les inscriptions définitives se feront exclusivement en ligne, du 10 au 15 août prochain.

Dans ce cadre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari avait effectué, lundi, une visite d'inspection au Centre national des données relevant de l'Ecole nationale supérieure d'informatique (ESI-Alger), dans le cadre du suivi sur le terrain du processus des préparatifs relatifs aux préinscriptions des nouveaux bacheliers (session 2025). Lors de cette visi-

te, M. Baddari s'est enquis de près de la disposition de l'infrastructure numérique et de l'efficacité des systèmes d'information utilisés dans la gestion intelligente de l'opération. Le ministre s'est réuni, également, avec les cadres, ingénieurs et responsables de l'École, avec lesquels il a abordé "la souveraineté numérique, l'immunité des infrastructures numériques, ainsi que la mobilisation des ressources humaines pour garantir une orientation universitaire efficace, équitable, transparente et démocratique pour les nouveaux étudiants".

Raina
Raïkoum
El yazid Dib

Ce sont des fumigènes et des feux d'artifice qui viennent en finalité illuminer l'angoisse de la longue attente. Réussir un examen

de n'importe quel palier scolaire est devenu en soi une prouesse pour laquelle il faudrait bien faire pêter quelque chose. Casser la baraque et pas mal de têtes autour. En plus des youyous, jusqu'ici acceptables, il y a de l'hystérie en l'air. Des rodéos de motos sillonnent les artères, jambes en mode de dénudé. Même ceux qui ne sont nullement concernés se joignent à la cohue. Les voitures zigzaguent, enfants au volant, trappes ouvertes, torsos pendus aux portières, malles béantes, bras levés ; soit une danse mobile en mouvement à grande vitesse. En plus de ces décibels, des klaxons qui se confondent aux sons de musique hybride.

La cacophonie du spectacle en public. L'on nous dira avec aigreur, que ce sont des jeunes, c'est leur temps, ils n'ont rien à faire d'autre et que nous, vieux schnocks, devront se la fermer, avant de s'enfermer dans nos dépassements. Là, je ne blâme personne, j'énonce seulement et paternellement une inquiétude.

Une peur pour eux. Jadis, l'on se pétait la gueule. L'on faisait la bringue, l'on batifolait, l'on folâtrait sans gros risques. Du gazouz, quelques mille-feuilles ou pour certains de l'élixir de houblon. Si la joie reste cette plénitude qui nous procure ce sentiment d'intense bonheur; elle est censée être vécue dans la mesure de la célébration.

Et puis, pourquoi cet artificiel phénomène de

L'expression
de la joie, nouvelle
tendance

manifester ainsi sa joie n'est percevable que notamment lors d'un succès scolaire de toit niveau ? Certes les victoires sportives sont toutes fêtées de

cette manière, ce qui est presque génétique. La joie n'est, ni une hystérie, ni une fureur de jouir. Juste un régal, un accomplissement. D'ailleurs, les fumigènes sont nés dans les tribunes des stades, et non devant le tableau d'affichage des lycées. Pourquoi ne fait-on pas autant la fiesta lors de l'achat d'une nouvelle maison ou d'une voiture, de la survie d'une lourde opération chirurgicale délicate ou de la sortie heureux chanceux lors du tirage au sort pour le Hadj, de la nomination au poste de wali ou de ministre ? Il y a de la joie quand même dans ces circonstances-là.

Est-ce que les joies diffèrent dans leur substance d'une cause à une autre ? Y a-t-il un guide pour chaque joie? Et la tendance dominante aujourd'hui, c'est que l'on organise à ces occasions, des cérémonies dans des «salles de fêtes». Il y a des invités, des cadeaux en plus d'un orchestre où il ne manque qu'un conjoint. Voilà le nouveau mariage avec un diplôme.

Alors que le taux de réussite n'est pas aussi reluisant, un candidat sur deux; l'on ne peut qu'applaudir et féliciter les lauréats leur disant bougez, mais bougez avec modération, car le chemin est encore long. Aux autres, c'est n'est pas la fin du monde. «La chute n'est pas un échec, l'échec c'est de rester là où l'on est tombé», dixit Hadj Socrate.

Banque d'Algérie

«AGB» habilitée à réserver le droit de change pour voyage

La banque Gulf Bank Algérie (AGB) a été ajoutée à la liste des banques concernées par les opérations de réservation du nouveau droit de change au profit des citoyens résidents souhaitant voyager à l'étranger, a annoncé, mardi, la Banque d'Algérie dans un communiqué.

Cette démarche intervient dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction 05-2025 relative au droit de change pour voyage à l'étranger, signée récemment par le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Salah Eddine Taleb, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le montant annuel maximum du droit de change a été fixé à 750 euros (ou l'équivalent en devises librement convertibles) pour les adultes âgés de 19 ans et plus,

et à 300 euros pour les mineurs âgés de 12 à 19 ans. Ce droit est attribué une fois par an pour un séjour à l'étranger égal ou supérieur à sept (7) jours.

La liste des banques habilitées comprend actuellement: la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de développement local (BDL), le Crédit populaire d'Algérie et la banque Gulf Bank Algérie (AGB), ajoutée à partir de ce jour. Cette liste pourrait être élargie ultérieurement, selon le communiqué.

Cette opération a été lancée officiellement dimanche dernier au niveau de la succursale de la Banque d'Algérie sise à Zighoud

Youcef (Alger), parallèlement à son lancement au niveau de toutes les succursales et les agences des banques concernées à travers le territoire nationale.

La Banque d'Algérie a affirmé avoir mobilisé les moyens logistiques nécessaires et réuni les conditions organisationnelles adéquates pour garantir le confort des citoyens et le bon déroulement de l'opération.

Selon l'instruction, l'obtention de ce droit requiert le dépôt d'un dossier comprenant un passeport en cours de validité, un billet aller/retour (ou quittance de la taxe de voyage terrestre), et le cas échéant une copie d'un visa valide. Le montant en dinars algérien correspondant doit être versé auprès de la banque compétente au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la date du voyage. Le

montant en devises sera ensuite remis par les guichets de la Banque d'Algérie situés aux postes frontaliers (terrestres, aériens et maritimes) sur présentation du reçu de paiement de la contre-valeur en dinars algérien du droit de change, du passeport valide du bénéficiaire et de la carte d'embarquement, cette dernière n'étant pas exigée pour les voyageurs par voie terrestre.

Depuis le lancement de l'opération, les banques connaissent une affluence remarquable de citoyens qui se sont dits satisfaits de cette décision.

Selon leurs témoignages recueillis par l'APS, cette mesure devrait renforcer la capacité du voyageur à couvrir ses dépenses à l'étranger et réduire le recours au marché parallèle.

Casnos Les mises en garde du ministre du Travail

Des instructions strictes ont été données par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, aux cadres de la Casnos afin de mettre les bouchées doubles en matière de numérisation des services.

A. Z.

Intervenant, lundi dernier, lors d'une rencontre nationale sur les activités de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), qui s'inscrit dans le cadre de l'évaluation périodique des performances de la Caisse, le ministre a insisté sur «l'adoption de la numérisation dans les prestations fournies au niveau de toutes les structures locales, pour assurer la célérité et l'efficacité dans la prise en charge des préoccupations des citoyens, et alléger les contraintes de déplacement vers les différentes structures». Appelant à veiller à éradiquer toute forme de défaillance ainsi que les mauvaises pratiques qui portent atteinte à leurs droits, en faisant preuve de responsabilité au service de l'intérêt général», selon les termes d'un communiqué du ministère. Pour M. Bentaleb, il est question «de poursuivre et d'accélérer la numérisation des services, de simplifier les procédures administratives, et de redoubler d'efforts pour préserver les équilibres financiers de la Caisse et assurer la pérennité de son rôle social».

D'autres points non moins importants ont été abordés lors de cette réunion, tenue en présence des cadres de l'administration centrale, des cadres de la direction générale de la Caisse, ainsi que des directeurs des agences de wilaya, visant «la dynamique d'évaluation périodique des performances de la Caisse, en vue d'identifier les carences et les dysfonctionnements enregis-

trés, notamment en matière de mise en œuvre des instructions et des orientations émises lors des précédentes rencontres», comme l'a affirmé M. Bentaleb dans son allocution.

APPROCHE CONCILIANTE POUR LE RECOUVREMENT DES COTISATIONS

Dans ce sillage, le ministre a souligné «l'importance de renforcer les équilibres financiers de la Caisse et d'améliorer les mécanismes de recouvrement des cotisations, ainsi que la nécessité de garantir un service public de qualité au profit des non-salariés, un devoir, a-t-il dit, qui ne tolère aucune négligence ni relâchement». Appelant, ainsi, l'ensemble des gérants des agences de wilaya à «se rendre sur le terrain pour suivre de près l'application des recommandations, s'enquérir du déroulement des prestations et services et écouter les préoccupations des citoyens», soulignant qu'«aucune défaillance en la matière ne sera tolérée et que les évaluations sur le terrain seront effectuées de manière périodique et continue», selon la même source.

De son côté, le directeur général de la Casnos a présenté un exposé exhaustif sur le bilan des activités de la Caisse, durant le 1^{er} semestre de l'exercice 2025, portant sur les principaux indicateurs financiers et sur l'état de mise en œuvre des instructions du ministre du secteur, données lors des précédentes rencontres d'évaluation. Il a, en outre, présenté «les grandes lignes du pro-

gramme d'action tracé au titre du 2^e semestre de l'année en cours, notamment en ce qui a trait à l'amélioration de la performance, à l'élargissement de la couverture sociale et à l'encouragement de l'affiliation à la sécurité sociale».

Au terme de la rencontre, «des instructions strictes ont été données à tous les cadres, notamment aux gestionnaires des agences de wilaya, pour veiller au recouvrement des cotisations et des sommes dues par les employeurs, en adoptant une approche conciliante tenant compte de la spécificité de chaque cas, sans préjudice des droits de la Caisse, et en accompagnant et en aidant les catégories activant dans le secteur informel à intégrer le système de sécurité sociale pour bénéficier d'une couverture sociale». En sus de la nécessité de «renforcer la présence des cadres et des gestionnaires sur le terrain, pour contrôler les activités des services locaux et garantir l'application rigoureuse des recommandations, en restant en permanence à l'écoute des citoyens et en apportant des réponses concrètes et efficaces à leurs revendications légitimes».

Le ministre a rappelé en outre que «l'évaluation des performances se fera de manière régulière, et que la prochaine phase sera marquée par un contrôle strict et un suivi rigoureux pour garantir la conformité totale à ses directives, au bénéfice des affiliés à la Caisse, dans une optique visant à renforcer la dimension sociale de l'Etat», selon le communiqué.

Marchés de gros relevant de «Magros» Des espaces gratuits aux agriculteurs

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a ordonné, lundi, l'attribution d'espaces gratuits au sein de tous les marchés de gros régionaux des fruits et légumes relevant de la société «Magros», afin de permettre aux agriculteurs de commercialiser directement leurs produits sans intermédiaires, selon un communiqué du ministère.

Cette décision intervient lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre avec les cadres du ministère, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des programmes sectoriels et à la régulation des mécanismes du marché, à l'occasion du

début de la saison de récolte de certains produits agricoles, précise la même source.

A cette occasion, le ministre a donné des orientations «visant à protéger les agriculteurs contre l'exploitation, et à garantir que leurs produits, notamment les fruits, parviennent aux consommateurs à des prix justes». Le ministre a recommandé, ajoute le communiqué, de promouvoir la vente directe du producteur au consommateur «afin d'assurer un prix juste qui valorise l'effort de l'agriculteur et le préserve des pratiques d'exploitation d'intermédiaires et de spéculateurs».

M. Zitouni a appelé les grands pro-

ducteurs de fruits à traiter directement avec les principaux grossistes, tout en chargeant les agents de contrôle de suivre de près la structure des prix au niveau des marchés, afin de garantir la transparence des transactions et de préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

Le ministre a également rappelé que la politique du ministère repose sur «la libération des mécanismes du marché dans un cadre transparent et équitable, en limitant les pratiques déloyales qui créent un écart injustifié entre le prix réel du produit à la sortie du champ, et le prix final payé par le consommateur au marché», conclut le communiqué.

SAA Bénéfice net de 3,42 milliards DA en 2024

La Société algérienne d'assurance (SAA) a réalisé un bénéfice net de 3,42 milliards DA en 2024, selon le procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de l'entreprise.

Lors de cette réunion, les actionnaires ont approuvé à l'unanimité les comptes sociaux de l'exercice écoulé, qui affichent un total bilan de 108,54 milliards DA.

Le résultat net a été affecté comme suit : 1,70 milliard DA au titre de dividendes, 172 millions DA à la réserve légale, et 1,55 milliard DA aux réserves facultatives.

ENTMV Un service de transport de marchandises sur la ligne Alicante-Oran

L'Entreprise nationale du transport maritime des voyageurs (ENTMV) a annoncé, lundi, la mise en place d'un service de transport de marchandises sur la ligne maritime reliant les ports d'Alicante (Espagne) et d'Oran, invitant les opérateurs économiques et les investisseurs des secteurs public et privé à bénéficier de cette prestation, indique un communiqué de l'ENTMV.

L'Entreprise a précisé que «des espaces importants» ont été réservés

à bord des navires opérant sur cette ligne en vue d'assurer le transport des différents types de marchandises, réaffirmant sa disponibilité à fournir des services «de qualité» dans ce domaine.

Elle a invité les personnes intéressées d'obtenir plus d'informations concernant ce service à se rapprocher de la Direction commerciale centrale d'Alger, ou des directions régionales de l'entreprise situées à Alger, Oran et Annaba.

Complexité des crimes de blanchiment d'argent L'actualisation des normes de prévention s'impose

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa a affirmé, lundi, que la complexité des crimes de blanchiment d'argent, exige une révision des normes adoptées à des fins de lutte et de prévention.

Répondant aux préoccupations des membres du Conseil de la nation concernant le texte de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le ministre a rappelé que «le blanchiment d'argent constitue un crime complexe et persistant, ce qui nous impose d'actualiser les normes en vigueur afin de mieux le prévenir et le combattre».

Concernant la question des dons qui a suscité un large débat autour

dudit texte de loi, M. Boudjemaa a précisé que les dispositions qu'il contient, «ne restreignent pas les activités caritatives dans notre pays, lesquelles font partie intégrante de la nature de la société algérienne».

Il a, à ce propos, relevé que l'amendement proposé «ne remet pas en cause le principe du don, mais, en revanche, il n'est pas acceptable que des activités caritatives soient exploitées comme couverture pour les opérations de blanchiments d'argent».

Ainsi, ajoute le ministre, «le but d'inclure des mesures relatives à la clarification de l'origine des fonds est d'encadrer et d'organiser cette activité afin de la protéger contre toute exploitation à des fins illicites, notamment dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme».

Un réseau démantelé Plus de 136.000 euros saisis à l'aéroport d'Alger

Les services de la Police aux frontières (PAF) de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene ont, récemment, déjoué une tentative de contrebande d'une somme de plus de 136.000 euros et procédé à la récupération d'importantes quantités de marchandises d'origine étrangère, a indiqué, lundi, un communiqué de ces services. "Dans le cadre de lutte contre les crimes portant atteinte à l'économie nationale, les services de la Police aux frontières aériennes de l'aéroport international d'Alger, en coordination avec les services des Douanes, ont récemment procédé à l'arrestation de deux femmes qui s'apprêtaient à embarquer sur un vol à destination de l'aéroport d'Istanbul en Turquie, en possession de devises dissimulées dans leurs bagages et vêtements, soit 120.400 euros et 1880 dollars, qu'elles tentaient de faire passer en contrebande", précise la même source.

Poursuivant l'enquête, la Brigade de Police judiciaire relevant du ser-

vice de la Police des frontières aériennes a révélé que les deux femmes appartenaient à un "réseau criminel organisé spécialisé dans le transfert illicite de fonds, le blanchiment d'argent et l'importation de marchandises d'origine étrangère sans autorisation".

La perquisition des domiciles et de deux entrepôts exploités par les membres du réseau organisé, effectuée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a abouti à "l'arrestation de quatre suspects et la saisie de plus de 5000 unités de marchandises d'origine étrangère importée sans autorisation (produits cosmétiques, pièces de rechanges automobiles, vêtements et denrées alimentaires), outre une somme en devises estimée à 16.200 euros et une autre somme en monnaie nationale estimée à environ 158 millions de centimes provenant des revenus criminels".

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beida, conclut le communiqué.

Sidi Bel-Abbès Collision entre un bus et une voiture, onze blessés

Onze (11) personnes ont été blessées dans un accident de la route, survenu mardi dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la route nationale RN 13, à la sortie de la commune de Teghalimet, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et une voiture, causant des blessures à onze

personnes à différents degrés de gravité, selon la même source.

Les blessés (6 femmes et 5 hommes), âgés entre 33 et 76 ans, ont été secourus et évacués vers l'hôpital de Telagh, a-t-on ajouté.

L'unité secondaire de la Protection civile de la daïra de Telagh et celle de Benachiba Chelia sont intervenues suite à cet accident, en mobilisant trois ambulances et un camion de pompiers, a-t-on indiqué.

Avertissement des dirigeants de gauche réunis au Chili La démocratie est «attaquée»

Les dirigeants de quatre pays sud-américains et de l'Espagne, réunis en sommet au Chili, ont averti lundi que la démocratie était «attaquée», appelant à lutter contre la désinformation et la montée des extrémismes.

Le sommet «Démocratie toujours», organisé à Santiago, a eu lieu sur fond de progression des partis et gouvernements d'extrême droite ou autoritaires en Europe comme en Amérique latine. Et alors que le président américain Donald Trump tente d'imposer unilatéralement des droits de douane à la majorité des pays du monde et mène une politique étrangère agressive. «Alors que la démocratie est attaquée en différents endroits (...) il existe un groupe important, conséquent, de dirigeants de pays différents mais avec des visions complémentaires, pour défendre la démocratie», a affirmé le président chilien Gabriel Boric à l'issue de la rencontre au palais présidentiel de La Moneda.

Plus tôt dans la journée, il avait dénoncé «la désinformation, l'extrémisme de tout bord, la montée de la haine, la corruption, la concentration du pouvoir et une inégalité qui sape la confiance dans l'action publique et l'Etat de droit». Etaient présents à ses côtés le président brésilien Luiz Inacio «Lula» da Silva, le président colombien Gustavo Petro, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez et le président uruguayen Yamandu Orsi. Le sommet avait pour projet d'aborder les moyens «de



renforcer nos démocraties et le multilatéralisme», avec des propositions devant être présentées lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre, a indiqué M. Boric.

«INTERNATIONALE DE LA HAINE»

«Nos sociétés font face à une menace réelle menée par une coalition d'intérêts entre oligarques et extrême droite, une internationale - appelons-la ainsi - de la haine et du mensonge qui progresse dangereu-

sement», a déclaré Pedro Sanchez, dont le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est impliqué dans un scandale de corruption. Selon le Brésilien Lula, les cinq participants au sommet ont convenu de «la nécessité de réguler les plateformes numériques et de combattre la désinformation». «La clé pour un débat public libre et pluriel est la transparence des données et une gouvernance numérique globale», a-t-il affirmé. Donald Trump, évoquant une supposée «chasse aux sorcières» visant l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro, a récem-

ment menacé d'imposer au Brésil des droits de douane supplémentaires de 50% à partir du 1er août. Lula a réagi en brandissant la «souveraineté» du plus grand pays d'Amérique latine et en dénonçant un «chantage inacceptable».

Par ailleurs, alors que Brasilia a adopté une posture très ferme concernant la lutte contre la désinformation, le président américain a dénoncé dans le passé des mesures de «censure» de la justice brésilienne contre les plateformes américaines de réseaux sociaux.

Le sommet de Santiago pourrait

ne pas plaire au président américain, prompt à brandir la menace de nouveaux droits de douane. «Il est raisonnable de penser que Trump pourrait percevoir cette réunion comme un message hostile envers les Etats-Unis», a estimé Michael Shifter, du centre de réflexion Interaméricain Dialogue, interrogé par l'AFP. A l'issue du sommet, les cinq dirigeants devaient déjeuner avec diverses personnalités, parmi lesquelles le lauréat du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet.

Syrie

Le cessez-le-feu tient, des civils évacués de Soueida



Les autorités syriennes ont évacué lundi des familles bédouines de la ville à majorité druze de Soueida, à la faveur d'un cessez-le-feu qui a mis un terme à des affrontements intercommunautaires ayant fait plus de 1.260 morts en une semaine, selon une ONG. Ces violences, survenues après des massacres en mars de centaines de membres de la communauté alaouite, dont est issu le président déchu Bachar al-Assad, fragilisent encore plus le pouvoir du président islamiste Ahmad al-Chareh qui s'est pourtant engagé à protéger les minorités, dans un pays meurtri par près de 14 ans de guerre civile. Le cessez-le-feu annoncé samedi par les autorités est entré en vigueur dimanche, après le retrait des combattants bédouins et des tribus sunnites d'une partie de la ville de Soueida, dont les groupes druzes ont repris le contrôle.

La trêve était globalement respectée lundi,

hormis des tirs signalés dans des localités au nord de Soueida, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Un correspondant de l'AFP présent aux abords de Soueida a vu des civils parmi lesquels des femmes et des enfants évacués de la ville à bord de cars affrétés par les autorités et de véhicules privés. «Nous avons été encerclés pendant dix jours», a déclaré à l'AFP Fatima Abdel Qader, une femme bédouine de 52 ans qui quittait sa localité. «On avait peur que quelqu'un vienne chez nous et nous tue», a ajouté cette mère de trois enfants.

Le gouverneur de Deraa, Anwar al-Zoabi, a déclaré que cette province voisine avait «reçu environ 200 familles bédouines» en provenance de la région de Soueida, soit un millier de personnes, selon l'agence officielle Sana. Damas a accusé les groupes druzes d'avoir tué des Bédouins lors des affrontements. Des ONG, des témoins et des grou-

pes druzes ont eux affirmé que les forces gouvernementales avaient pris le parti des combattants bédouins et tribaux et commis des exactions massives.

Les violences ont fait plus de 1.260 morts, selon l'OSDH, parmi lesquels 505 combattants et 298 civils druzes, dont 194 «exécutés sommairement» par les forces gouvernementales. Dans l'autre camp, 408 membres des forces gouvernementales et 35 bédouins ont été tués. Près de 128.000 personnes ont été déplacées, d'après l'Organisation internationale pour les migrations. Des barricades de sable étaient érigées lundi aux entrées ouest et sud de Soueida, selon le correspondant de l'AFP. Derrière ces barricades, des membres des forces de sécurité circulent, alors que des combattants des tribus sunnites, équipés de mitraillettes, sont assis sous les arbres bordant la route. Les affrontements ont éclaté le 13 juillet entre des groupes dru-

zes et des bédouins sunnites, avant l'intervention des forces de sécurité et de combattants de tribus venues d'autres régions syriennes pour prêter main forte aux Bédouins, selon des ONG et des témoins.

CORPS NON IDENTIFIÉS

Au principal hôpital de Soueida, où flotte une odeur de mort, des dizaines de cadavres attendaient lundi d'être identifiés pendant que des corps étaient encore collectés dans les rues et les maisons. «Nous avons remis 361 corps à des membres de leur famille, mais nous en avons 97 autres non identifiés», a déclaré à l'AFP un responsable de la morgue. Dimanche, un premier convoi d'aide humanitaire, chargé de vivres, de matériel médical, de carburant et de sacs mortuaires, était entré dans la ville de quelque 150.000 habitants, privée d'eau et d'électricité et où la nourriture commençait à manquer.

L'annonce du cessez-le-feu est intervenue quelques heures après une déclaration de Washington affirmant avoir négocié une trêve entre la Syrie et Israël, qui, disant vouloir protéger les druzes, avait bombardé les forces gouvernementales syriennes. Cet accord a permis le déploiement des forces gouvernementales dans la province, mais pas dans la ville même de Soueida, ce que refusait jusqu'alors Israël. A Beyrouth, l'émissaire américain Tom Barrack a souligné que «le processus d'inclusion» des minorités «et de communication était primordial, tout comme la coordination» entre la Syrie et Israël. Israël, qui abrite une minorité druze, avait notamment bombardé la semaine dernière le palais présidentiel à Damas, ainsi que des positions des forces gouvernementales à Soueida, pour les contraindre à quitter la région.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Etablissement de Réalisation de Maintenance de l'Eclairage et de la Signalisation
E.R.M.E.S. - ORAN.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N°01 /2025.
NIF :001131011239105**

L'Etablissement public de wilaya de Réalisation de Maintenance de l'Eclairage et de Signalisation -ORAN (ERMESO) lance Un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :
FOURNITURE ET POSE DES POSTES PRÉFABRIQUÉS TYPE MONOBLOC EN BÉTON ARMÉ ÉQUIPÉ D'UN EQUIPEMENT SF6 30 KV AVEC TRANSFORMATEUR 250 KVA

- L'appel d'offres s'adresse à tout soumissionnaire ayant ;
- un registre de commerce avec le code afférant et conforme avec l'objet de l'appel d'offre.
- un chiffre d'affaire moyen des 3 dernières années d'au moins 7 000 000 DA.
- Soumissionnaire ayant réalisé des marchés de même nature, justifiés par, au moins, une (01) attestation de bonne exécution.

NB ; Le Groupement D'entreprises N'est Pas Permis.

- ✓ Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès du service marché de L'ERMESO à l'adresse indiquée ci-dessous.
- ✓ Tout soumissionnaire intéressé par le présent avis, retirera le cahier des charges au niveau de l'EPIC-ERMESO - service des marchés sis au 20 Bd de l'ANP (face du jardin public ORAN) contre remise d'un ordre de virement bancaire d'un montant de dix mille dinars (10 000,00 DA) libellé au nom d'ERMESO sur le compte BADR N° 00300949000093730016 (Agence ORAN 949 : 114, Rue Larbi BEN M'HIDI)

Les soumissionnaires doivent présenter sous triple pli fermé le dossier de candidature, l'offre techniques et l'offre financière séparées qui doivent contenir :

1-Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature selon le modèle ci-joint (remplie, daté et signé avec cachet).
- La déclaration de probité selon le modèle ci-joint (remplie, daté et signé avec cachet).
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise le modèle ci-joint (remplie, daté et signé avec cachet).
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires à savoir :
 - ✓ Capacités professionnelles : un registre de commerce avec le code afférant et de toute pièce administrative légale nécessaire à l'exercice de cette activité.
- Attestation de mise à jour CNAS actualisée
- Attestation de mise à jour CASNOS actualisée
- l'extrait de rôle apurés ou avec un échéancier de paiement.
- l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire portant la mention néant
- Attestations de bonne exécution.
- Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois (03) dernières années visée par les impôts ou certifiée par le commissaire aux comptes.
- Copie du numéro d'identification fiscale « NIF ».
- Copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés.
- Liste des moyens humains à mobiliser pour le projet appuyée par les affiliations délivrée par de la CNAS et leur CV et diplôme.
- Liste des moyens matériels à mobiliser pour réaliser le projet appuyé par toutes pièces justificatives : Cartes grises + polices d'assurances en cours de validité ou document justifiant la location du matériel (contrat de location, PV de huissier de justice, PV d'expert judiciaire ou autres).

2-L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint (remplie, datée et signée avec cachet)
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique :
 - Un mémoire technique justificatif selon le modèle ci-joint (remplie, daté et signé avec cachet).
 - Les fiches techniques des produits proposées..
 - Attestation d'engagement délai de garantie.
 - Attestation d'engagement délai de livraison.
- attestations des tests des produits à fournir par un organisme homologué
- certificat de conformité

3-L'offre financière contient:

- La lettre de soumission (remplie, daté et signé avec cachet)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (remplie, daté et signé avec cachet).
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) (remplie, daté et signé avec cachet).

Il est précisé que les offres devront être remises directement ou parvenir avant la date et heure limite de dépôt des offres au siège de l'établissement de réalisation de maintenance de l'éclairage et la signalisation -EPIC ERMES ORAN- Bureau des contrats et marchés sis à 20 Bd de l'ANP-Oran.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – appel d'offres n° 01/2025 l'objet de l'appel d'offres ».

La date et heure du dépôt des offres est fixé au 10^{ème} jour avant 12h00 à compter de la première publication du présent avis d'appel d'offre au BOMOP et aux quotidiens nationaux en arabe et français.

Les offres seront ouvertes en séance publique par la Commission d'Ouverture des plis et évaluation des offres le même jour à 12 H 00 à l'adresse suivante :

**ERMESO siège sociale 20 Bd de l'ANP – ORAN-
(EN FACE JARDIN PUBLIC)**

Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés sont invités à assister à l'ouverture des plis.
Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois

Directeur

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE

Direction De l'hydraulique De La Wilaya De Sidi Bel Abbés

NIF : 09752201900438

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Acquisition de matériel d'intervention au profil des communes Hceiba, Ain tindamine, Mezaourou, Oued sbaa et Rdjem Demouche en lots séparé.

Lot N°01: Acquisition de matériel d'intervention type CAMION.

Lot N°02: Acquisition de matériel d'intervention type UTILITAIRE.

Dans le cadre de l'opération: Acquisition des matériels d'intervention dans le cadre d'achèvement de l'opération du transfert de la gestion de l'eau des communes (Mezaourou, H'ceiba, Ain tindamine, Oued sbaa, Rdjem demouche) avec la société algérienne des eaux.

N°13/ DHW/2025.

La Direction De l'hydraulique de la wilaya de Sidi Bel Abbes lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de :

Acquisition de matériel d'intervention au profil des communes Hceiba, Ain tindamine, Mezaourou, Oued sbaa et Rdjem Demouche en lots séparé.

Lot N°01: Acquisition de matériel d'intervention type CAMION.

Lot N°02: Acquisition de matériel d'intervention type UTILITAIRE.

Dans le cadre de l'opération: Acquisition des matériels d'intervention dans le cadre d'achèvement de l'opération du transfert de la gestion de l'eau des communes (Mezaourou, H'ceiba, Ain tindamine, Oued sbaa, Rdjem demouche) avec la société algérienne des eaux.

Le soumissionnaire qui n'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics peut retirer le cahier des charges au niveau de la Direction De l'hydraulique de la wilaya de Sidi Bel Abbes , Boulevard Zabana -SBA-

Les soumissionnaires doivent répondre aux Trois (03) critères d'éligibilités :

1-Capacités professionnelles : Copie du registre de commerce électronique en relation avec l'objet du cahier des charges.

2- Capacités financières: Avoir un cumul de chiffre d'affaire des trois (03) années (2022-2023-2024) Supérieur ou égale à :

Lot 01:06.5 MILLIONS DA.

Lot 02:16 MILLIONS DA.

Justifié par des Bilans certifié par services des impôts plus C20.

3-Capacités techniques:

* Avoir fournir des matériaux de même nature justifié une attestation de bonne exécution délivrés par les services contractants publics.

NB: Les soumissionnaires peuvent participer à un ou deux lots, et peuvent également se voir attribuer un ou deux lots."

Le soumissionnaire est tenu de fournir un dossier de candidature conformément à l'article n° 06 du cahier de charges.

Au cas où le dossier de candidature, l'offre technique, et l'offre financière ne sont pas remis sous plis distincts, l'offre sera automatiquement rejetée et retournée au soumissionnaire.

L'ensemble des trois enveloppe seront mises dans une autre enveloppe cachetée dite « enveloppe extérieure » celle-ci portera le nom du projet ainsi que la mention « soumission à ne pas ouvrir »

Les offres doivent être adressées à la Direction De l'hydraulique de la wilaya de Sidi Bel Abbés à l'adresse suivante : (Boulevard ZABANA prolonge sidi bel abbés)

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Acquisition de matériel d'intervention au profil des communes Hceiba, Ain tindamine, Mezaourou, Oued sbaa et Rdjem Demouche en lots séparé.

Lot N°01: Acquisition de matériel d'intervention type CAMION.

Lot N°02: Acquisition de matériel d'intervention type UTILITAIRE.

Dans le cadre de l'opération: Acquisition des matériels d'intervention dans le cadre d'achèvement de l'opération du transfert de la gestion de l'eau des communes (Mezaourou, H'ceiba, Ain tindamine, Oued sbaa, Rdjem demouche) avec la société algérienne des eaux.

La date de dépôt des offres est fixée le VINGT ET UN (21) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux de 8h à 12h. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres aura lieu le jour ouvrable qui suit à la même heure.

Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant 111 jours à compter de la date de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des offres qui se tiendra le jour même de la date limite de dépôt des offres à 14H et ce au niveau du siège de la Direction De l'hydraulique boulevard Zabana prolonge Sidi Bel Abbés. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis aura lieu le jour ouvrable qui suit à la même heure.

LE DIRECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Bouira

La 1ère tranche du dédoublement de la RN 8 livrée en septembre

La première tranche des travaux de réalisation du dédoublement de la route nationale n°8, reliant Sour El Ghouzlane et Dirah (sud de Bouira) jusqu'aux limites de la wilaya de M'sila, sera réceptionnée en septembre prochain, a-t-on appris mardi auprès de la direction des travaux publics (DTP). Lancé en mai 2024, ce projet est scindé en deux phases, dont la première porte sur le dédoublement de la RN8 sur une distance de 17 km. "Les travaux touchent presque à leur fin et ils

seront livrés en septembre prochain", a affirmé à l'APS le directeur des travaux publics, Norreddine Gasmi. Confiés à trois entreprises privées, pour un délai de réalisation de 11 mois, "ces travaux ont connu des arrêts en raison de contraintes techniques, mais la première partie sera livrée en septembre 2025", a assuré le même responsable. Il a également annoncé que "les travaux d'une deuxième tranche du projet seront lancés après la fin de ceux en cours à Bouira pour aller jusqu'à M'sila". "Ce projet revêt une

grande importance, car il permettra de résorber certains points noirs recensés sur cette voie, et surtout de fluidifier le trafic sur cet axe, qui contribuera fortement à dynamiser l'activité économique et commerciale de la région, d'autant qu'il est relié à la zone industrielle de Dirah", a estimé M. Gasmi. Selon les détails fournis par le directeur du secteur des travaux publics, une enveloppe financière de l'ordre de 4 milliards de dinars a été allouée à la première phase de ce projet, qui est toujours en cours de réalisation.

Bouira

Les projets d'eau au menu d'une délégation ministérielle

Une délégation du ministère de l'Hydraulique est depuis lundi à Bouira pour s'enquérir des travaux de réalisation de quelques projets d'alimentation en potable (AEP) au profit de plusieurs communes de la wilaya.

Cette délégation composée du directeur central du service public au ministère de l'hydraulique, Belaid Mezerkat ainsi que d'autres responsables au ministère, à laquelle se sont joints le wali Abdelkrim Laâmour, et un représentant de l'entreprise publique de réalisation de forages hydrauliques (Foremhyd), et des responsables locaux du secteur, a entamé ses visites de terrain par l'inspection du projet d'extension de la station de traitement des eaux du barrage Tilesdit à Bechloul. Sur le site du projet, les responsables du secteur, à leur tête M. Mezerkat, ont insisté sur la nécessité de parachever les travaux afin de renforcer l'approvisionnement en eau potable au profit des régions confrontées au manque de ce pro-

duit. Selon les détails recueillis, in situ, l'extension de la station de traitement du barrage de Tilesdit concerne un projet de transfert d'eau vers plusieurs communes des wilayas de Bordj Bou-Arredj et M'sila, ainsi que quelques communes de la wilaya de Bouira dans l'objectif de d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des populations de ces régions. L'eau de la station de traitement de Tilesdit sera acheminée vers les communes de Ouled Sidi Brahim, Ben Daoud, Herraza, El M'Hir et Mansoura (Bordj Bou-Arredj), ainsi que vers la commune de Hammam Dhalâa (M'sila). Ce transfert va permettre un approvisionnement "stable et suffisant" à une population estimée à 144.000 habitants, son objectif principal étant d'améliorer l'alimentation en eau potable des populations de ces wilayas en exploitant la capacité de la station de traitement de Tilesdit, selon les responsables du projet. Sur les hauteurs de Saharidj, à une cinquantaine de

km au nord-est de la wilaya de Bouira, la délégation a inspecté le projet de réhabilitation de la source de "Lainsar Aberkane", une opération visant à augmenter sa capacité afin de pouvoir alimenter suffisamment quelques communes de l'est de la wilaya.

Une enveloppe de 470 millions DA a été allouée aux travaux de réhabilitation de cette importante source d'eau qui portent sur la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 5.000 m³, pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable pour six communes de la région, selon les détails fournis par le responsable locaux du secteur. Cette opération comprend également la rénovation du réseau de distribution d'eau sur une longueur de 2,3 km, selon le directeur par intérim de l'hydraulique, Nacer Belaid. Selon le même responsable, le débit de l'eau mobilisée à partir de cette source est estimé à 1.100 litres par seconde en hiver et 300 litres par seconde en été.

Bouira

Plus de 1.500 capsules psychotropes saisies

Farid Haddouche

Suite à des informations parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire de la sûreté de dai-

ra de Bir Ghalou sur un trafic de substances psychotropes, des investigations ont été lancées. Quatre suspects ont été appréhendés en possession de 1561 capsules de psycho-

tropes de marque Prégabaline 300 mg, d'origine étrangère. A l'issue des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes.

Béjaïa

7.900 places pédagogiques pour la prochaine rentrée universitaire

L'université de Béjaïa compte offrir pas moins de 7.900 places pédagogiques à la rentrée prochaine, selon son recteur, Abdelkrim Benyaïche, qui a souligné que l'université disposait actuellement d'une capacité d'accueil de l'ordre de 10.000 nouveaux étudiants. Au regard des résultats du baccalauréat annoncés dimanche, et qui font cas d'un cru nouveau de 7760 reçus à Béjaïa, l'université de cette wilaya est "parée pour faire face à la demande et offrir à tous les nouveaux bacheliers un environnement propice à l'apprentissage, à l'innovation et à l'épanouissement personnel", a assuré le recteur. Il a mis en exergue

l'importance des moyens humains et matériels et les infrastructures dont sont dotés les trois campus qui composent l'université de Béjaïa, en l'occurrence, "Targa Ouzemmour", "Aboudaou" et "El-Kseur". Ce dernier, et malgré sa création récente, offre à lui seul, pas moins de 6.000 places pédagogiques. Cette situation d'aisance a été aussi été rendue possible par le flux des sortants et des diplômés, qui, cette année encore, a été "considérable", avec un effectif de l'ordre de 7.500 étudiants, a-t-il souligné. Le recteur a encore souligné que l'administration de l'université s'attelle à améliorer davantage la qualité de l'enseignement, et

que, pour l'année prochaine, ses responsables misent sur la qualité et la performance pour rentabiliser au mieux ce qui existe déjà, en restant ouvert sur les perspectives d'avenir en rapport avec le développement socio-économique de la wilaya.

Il est à noter que pour la prochaine rentrée, l'université de Béjaïa formera des enseignants, coïncidant avec l'ouverture d'une annexe de l'école normale supérieure, implantée dans les locaux de l'Ecole supérieure de l'information à Amizour. Cette école aura pour mission de former des enseignants pour les trois paliers (primaire, moyen, et secondaire) avec l'ambition de muer, à moyen terme, en école régionale pour l'accueil des candidats à l'enseignement, de Béjaïa, Bouira, Jijel et Tizi-Ouzou, a souligné M. Benyaïche.

Oum El-Bouaghi

Saisie de plus de 148 quintaux de viandes importées «périmées»

Les éléments de la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale d'Ain M'lila, relevant du groupement territorial de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, ont saisi 148,6 quintaux de viandes importées dont la date limite de consommation a été dépassée, selon un communiqué de ce groupement. Le communiqué a précisé que suite à une sortie commune avec les services de la direction locale du commerce dans le cadre des campagnes de contrôle et d'inspection des boucheries, le contrôle d'une quantité de viandes importées pesant 122 kg a montré que la date limite de consommation a été dépassée. Après l'intensification des investigations sur la source de ces viandes et l'exploitation d'informa-

tions obtenues sous l'égide directe du commandant par intérim du groupement de la Gendarmerie de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, les éléments de la brigade de recherche accompagnés d'agents du commerce et d'un vétérinaire public se sont déplacés vers une chambre froide dans la zone des activités commerciales d'Ain M'lila, a ajouté le document. L'inspection de l'intérieur de la chambre froide a permis la découverte de viandes importées conditionnées dans 743 boîtes en carton dont l'examen a révélé qu'elles étaient impropres à la consommation humaine, selon la même source qui a indiqué que la viande pesant au total 14.860 kg a été saisie et le propriétaire du local a été arrêté.

Oum El Bouaghi

Plus d'un milliard DA pour les réseaux d'électricité et de gaz

Une enveloppe financière de 1,04 milliard de dinars a été mobilisée pour la réalisation de projets de raccordement de plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi aux réseaux d'électricité et de gaz, selon le directeur local de l'Energie, Mourad Rahmani. Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les travaux, financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales au titre de l'exercice 2025, seront lancés "prochainement".

Selon M. Rahmani, il s'agit du raccordement de 21 mechtas relevant de 14 communes au réseau de gaz naturel, au bénéfice de 2.820 foyers, et du raccordement au réseau électrique de 600 foyers situés dans 13 mechtas relevant de 11 communes.

Le directeur de wilaya de l'énergie a rappelé, dans ce contexte, que depuis le début de cette année (2025), quelque 600 foyers dans 11 mechtas ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel.

Annaba

Saisie de drogue et de psychotropes

Les éléments du service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, à Annaba, ont saisi 14.859 comprimés psychotropes et 16 kg de cannabis, et arrêté deux individus opérant au sein de deux bandes criminelles organisées, indique un communiqué publié mardi par la Sûreté de wilaya. Le communiqué, provenant de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué, précise qu'une première opération s'est soldée par l'arrestation d'un individu avec en sa possession 16 kg de cannabis, tandis que la 2ème opération, menée en complément de la première, a abouti à l'arrestation d'un second individu et à la saisie de 14.859 comprimés

psychotropes. Le document ajoute qu'après finalisation des procédures légales d'usage, le suspect interpellé dans le cadre de la première opération a été traduit devant le procureur de la République près la Cour d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) pour la "détention, stockage, transport et commercialisation illégale d'une substance stupéfiante (cannabis) au sein d'une bande criminelle organisée".

Le second suspect a, quant à lui, été déféré devant le procureur de la République près le tribunal de Khenchela pour les délits de "détention, stockage, transport et commercialisation illégale de stupéfiants dans le cadre d'un groupe criminel organisé".

Blida

Plus de 330 kg de kif interceptés

Les services des douanes, en coordination avec ceux du ministère de la Défense nationale (MDN), ont saisi plus de 330 kilogrammes de kif traité dans la wilaya de Blida, selon un communiqué publié lundi par la Direction générale des Douanes (DGD). Dans le cadre de la coordination conjointe sur le terrain entre les douanes et le ministère de la Défense nationale, la brigade mobile des douanes de Blida et la brigade mobile d'Alger, à Sidi Moussa, ont saisi une importante quantité de drogue : 333,97 kg

de kif traité, 296 g de cocaïne et 106 comprimés psychotropes, a-t-on ajouté de même source. Cette opération a permis l'arrestation de cinq (05) individus, qui ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes, ainsi que la saisie de moyens de transport, dont une camionnette et trois voitures touristiques.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une étroite coordination entre les différents services de sécurité pour lutter contre la contrebande et le trafic de drogues et de substances psychotropes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 moharram 1447				
El Fedjr 03h55	Dohr 12h54	Assar 16h43	Maghreb 20h00	Icha 21h39



L'opération ficelée d'ici la fin de l'année Plus de 523000 détecteurs de monoxyde de carbone installés

K. Assia

Quelque 523426 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés par les services de Sonelgaz à travers toute la wilaya d'Oran. Selon des sources responsables, pas moins de 261713 clients ont bénéficié de ces équipements visant à limiter le phénomène d'asphyxie par gaz brûlés et l'opération se poursuit pour s'achever d'ici la fin de l'année. Selon un bilan de cette opération de prévention dressé à l'occasion, on saura que quelque 3391 cas de refus ont été enregistrés et 33727 cas d'absence des abonnés ont été aussi signalés au cours des sorties effectuées par les agents de Sonelgaz. Par ailleurs, toutes les dispositions sont prises pour que ces équipements de prévention soient installés dans tous les foyers et l'opération sera ficelée à 100 %, à la fin de cette année, indique-t-on.

Parmi les mesures prises pour renforcer le programme d'installation de ces détecteurs est la révision des horaires de travail. Ainsi, la direction de distribution de Sonelgaz Es Sénia a décidé de prolonger les horaires de travail de ses équipes chargées de l'installation de ces équipements.



L'opération est effectuée tous les jours y compris samedi de 8 heures à 20h et ce afin de permettre aux abonnés qui étaient absents pour des motifs professionnels d'avoir leurs détecteurs de monoxyde de carbone. Les équipes de Sonelgaz ont pour mission d'installer gratuitement deux équipements par habitation, une fois le contrôle des installations intérieures effectué. Il s'agit tout d'abord de véri-

fier si l'installation de l'habitation est conforme aux normes de sécurité pour installer par la suite ces détecteurs, append-on.

Et pour garantir la sécurité de ses abonnés, la direction appelle au respect des consignes de sécurité et de conformité et recommande la prudence et insiste sur la bonne aération, l'entretien et la maintenance des équipements par des professionnels.

Formation professionnelle Trois nouvelles spécialités pour la prochaine rentrée

J. Boukraa

En prévision de la session de formation professionnelle d'octobre 2025, la direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage d'Oran a ouvert 3 nouvelles spécialités ainsi que 15 750 nouveaux postes pédagogiques, a-t-on appris auprès de Melle Mansouri Nacira, responsable de la communication de la direction. Ces nouvelles offres de formation ont été conçues pour diversifier les opportunités destinées aux jeunes et mieux répondre aux besoins actuels du marché de l'emploi. Elles sont réparties sur plusieurs établissements de la wilaya et couvrent des domaines variés. Parmi les nouveautés proposées cette session figurent trois spécialités dans des secteurs porteurs. Il s'agit de technicien en mécanique des sols, une spécialité, rattachée au domaine du bâtiment et des travaux publics, qui sera

dispensée au centre de formation professionnelle Zoubid Boudjamaa fille 3, situé à la Cité Djamel. La deuxième spécialité concerne la mode et le désigne « stylisme » et ce au niveau de l'institut de Maraval.

Lancée pour répondre à la demande croissante dans le secteur de la création vestimentaire, cette formation vise à former des professionnels capables d'innover dans le stylisme et le prêt-à-porter.

La troisième nouvelle spécialité concerne le contrôle de la qualité des produits désinfectants et des produits cosmétiques. Elle sera dispensée au niveau de l'Institut de formation professionnelle de Belgaid. Cette spécialité répond aux exigences croissantes du marché des produits d'hygiène et de beauté.

Ces filières visent à valoriser les ressources locales, à développer des compétences spécifiques dans des domaines en pleine expansion, et à

offrir de véritables perspectives d'emploi ou de création d'entreprise. Afin d'assurer le bon déroulement de cette session, la direction de la formation professionnelle a mobilisé tous les moyens nécessaires, tant humains que matériels, pour garantir un encadrement de qualité.

Des campagnes de sensibilisation seront également lancées, notamment sur les plages de la wilaya, pour attirer un maximum de jeunes vers ces nouvelles opportunités de formation. Les inscriptions pour la session de septembre 2025 débiteront dimanche 27 juillet 2025. Les candidats pourront s'inscrire exclusivement en ligne, via la plateforme officielle www.takwin.dz, sans avoir à déposer de dossier papier. Cette dématérialisation vise à simplifier le processus et à le rendre plus accessible. La période de dépôt des candidatures s'étendra jusqu'au 27 septembre 2025.

Prévention contre les intoxications alimentaires Les sorties sur terrain se poursuivent

J. Boukraa

Dans le cadre du programme de sensibilisation et de prévention contre les intoxications alimentaires, la direction du commerce de la wilaya d'Oran renforce son activité à travers une série d'actions ciblées visant à protéger la santé des consommateurs et garantir le respect des règles commerciales.

Les agents relevant des différentes inspections locales, poursuivent leurs sorties de contrôle et de sensibilisation à travers divers établissements et secteurs d'activité.

À ce titre, des journées d'information et de sensibilisation ont été

organisées, notamment au niveau des salles des fêtes et au palais des expositions à Medina Djedida, afin d'informer les commerçants et les citoyens sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire.

Parallèlement, les agents de l'inspection de Bir El Djir ont mené une campagne de contrôle ciblant les salons de coiffure et les centres de soins esthétiques. Cette initiative vise à s'assurer du respect des normes d'hygiène, particulièrement importantes dans ces établissements où le contact physique est direct et fréquent.

Du côté d'Ain El Turk, les agents

de l'inspection du commerce ont procédé à des visites inopinées au niveau des établissements de restauration. Ces contrôles ont permis d'évaluer la conformité des lieux en matière d'hygiène, de salubrité, ainsi que la qualité et la validité des produits alimentaires utilisés.

Dans le cadre du programme de permanence durant les week-ends, les agents de l'Inspection Régionale d'Oran-Centre ont, quant à eux, effectué des sorties de terrain, visant les activités de services telles que les cafés et les boulangeries. L'objectif est de vérifier le respect des prix réglementés ainsi que les conditions générales de vente.

ES-Senia

Un mort et deux blessés dans un accident de la route

Un dramatique accident de la circulation a coûté la vie à une femme de 54 ans, hier matin, sur le 4ème boulevard périphérique, sur le territoire de la commune et daïra d'Es-Senia. Selon les services de la Protection Civile, le drame s'est produit lorsqu'un véhicule a dévié de

sa trajectoire, avant de basculer dans un ravin. Le choc a été fatal pour l'une des passagères, une femme de 54 ans. Son corps a été extrait de l'habitacle par les secouristes puis transféré à la morgue. Selon la même source, deux autres personnes se trouvant dans le véhicule ont

été blessées. Elles ont été immédiatement prises en charge et évacuées vers une structure hospitalière pour recevoir les soins nécessaires. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

J. B.

Agriculture La réutilisation des eaux épurées au centre des préoccupations

La réutilisation des eaux usées épurées en agriculture, une solution nécessaire et un engagement commun a été le thème d'une journée d'étude organisée, lundi au siège de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran à Misserghine, en présence de nombreux agriculteurs, d'acteurs du secteur et d'universitaires spécialisés dans l'hydraulique.

Cette rencontre, initiée par l'Agence du bassin hydrographique "Chott Chergui", en coordination avec la Chambre d'agriculture d'Oran, vise à sensibiliser les agriculteurs à l'importance de l'utilisation des eaux épurées dans l'irrigation agricole, comme solution indispensable face aux défis climatiques, environnementaux et économiques, et un engagement partagé devant être adopté par tous les acteurs concernés; a indiqué le directeur de cette agence, Mohamed Tebbache.

Dans ce contexte, il a cité les expériences menées dans les périmètres irrigués dans la plaine de la M'lata et à Si Tarek dans la wilaya d'Oran, comme exemples concrets de transition de l'irrigation basée entièrement sur le mode classique vers l'intégration des eaux épurées.

Le même responsable a souligné que cette journée technique constitue "une opportunité pour échanger les expériences, proposer des solutions et renforcer les engagements afin de faire de l'irrigation à l'eau épurée une option durable et généralisée".

L'utilisation de cette technique d'irrigation connaît une forte ad-

hésion des agriculteurs dans la wilaya, notamment dans le périmètre de M'lata, qui couvre 6.200 hectares à Oued Tlelat et Tafroui, et celui de Si Tarek, situé dans la daïra d'Ain Turk, qui s'étend sur 1.200 hectares, a fait observer le président de la Chambre d'agriculture d'Oran, Saïd Rizouga.

Il a estimé que "cette rencontre est importante pour sensibiliser les agriculteurs à l'importance de l'utilisation des eaux épurées dans le développement de l'agriculture et l'amélioration de la production, d'autant plus que la région connaît un déficit pluviométrique et que cette ressource vitale doit être préservée".

Les infrastructures d'irrigation agricole à Oran seront renforcées par de nouveaux projets, avec en perspective trois stations d'épuration des eaux usées (STEP) prévues à Mers El Kébir, Oued Tlelat et Gdyl, a annoncé de son côté le directeur de l'Office national de l'assainissement (ONA) pour la région d'Oran, Bouazza Bouazza.

Ces stations, a-t-il signalé, utiliseront la technique de traitement tertiaire des eaux usées, permettant leur utilisation pour l'irrigation de tous types de cultures.

Par ailleurs, la réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées d'El Kerma et son renforcement par de nouveaux équipements permettront d'augmenter sa capacité, devant profiter directement au périmètre de M'lata qu'elle alimente en eau, a indiqué Fatima-Zohra Kessi, cheffe du service de l'irrigation agricole à la direction de l'Hydraulique de la wilaya.

Université Oran 2 «Mohamed Benahmed» L'Observatoire national de la société civile tient son université d'été

Les travaux de la troisième et dernière session de l'Université d'été de la société civile ont débuté lundi à l'Université Oran 2 "Mohamed Benahmed", à l'initiative de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), avec la participation de représentants de dix wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, sous le slogan: "Former et autonomiser une société civile consciente pour une Algérie triomphante".

Lors de l'ouverture des travaux, M. Choukri Abdelhafid, membre de l'ONSC, a déclaré que cette Université d'été, placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a attiré, lors de ses différentes étapes, plus de 2.500 associations issues des 58 wilayas du pays, avec des milliers de participants, ce qui témoigne de l'importance de ce genre de manifestations pour renforcer le travail participatif et le rôle sociétal des associations".

Cette Université d'été, a-t-il indiqué, "n'est pas seulement un espace de rencontre et d'échange d'idées, mais une véritable pla-

teforme nationale interactive de formation et d'apprentissage, comprenant des ateliers, des conférences interactives et des débats encadrés par une élite d'experts et d'universitaires".

Cette édition aborde plusieurs thématiques, telles que le rôle de la société civile dans le renforcement du front interne et de la cohésion sociale, les défis de la souveraineté nationale, la citoyenneté numérique, ainsi que l'autonomisation politique, économique et sociale de la femme, a ajouté M. Choukri.

Des ateliers seront également organisés au profit des 450 associations participantes, autour de la gestion administrative et financière des associations, des projets associatifs, des mécanismes de financement et de la communication associative, a-t-on précisé.

Cette Université d'été est organisée dans le cadre d'un partenariat avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère des Transports.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hakem Yamina, 106 ans, Es-Sénia

Ziane Amel, 28 ans, Ain El Turk

Hamidi Sabria, 91 ans, Sidi El Bachir

Boutaïba Med, 56 ans, Sidi Chahmi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 moharram 1447

El Fedjr
04h20

Dohr
13h10

Assar
16h58

Maghreb
20h20

Icha
21h53



Sidi Bel Abbès

Des renforts pour la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Sidi Bel Abbès sera renforcé par la réception de treize (13) nouveaux établissements en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026, selon la direction du secteur.

Ces nouvelles infrastructures concernent les différents paliers de l'enseignement, dont six (6) nouvelles écoles primaires, portant ainsi leur nombre total de ces établissements dans la wilaya à 331, a indiqué la cellule de communication et d'information.

Par ailleurs, quatre (4) nou-

veaux collèges d'enseignement moyen (CEM) seront également ouverts. Ainsi, le nombre global des CEM dans la wilaya passera à 121, dont trois CEM de statut privés, selon la même source.

Concernant l'enseignement secondaire, il est prévu l'ouverture de trois (3) nouveaux lycées lors de la

prochaine rentrée scolaire, ce qui portera le nombre total de lycées dans la wilaya à 59. En outre, cinquante salles de classe supplémentaires seront aménagées dans 17 écoles primaires, et 11 nouvelles cantines scolaires seront ouvertes. Il est prévu également la réalisation de 12 salles dans trois CEM.

Un nouveau centre d'enfouissement bientôt livré

La réception du centre d'enfouissement technique (CET) des déchets de la commune de Marhoum, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, est prévue pour le mois de septembre prochain, selon la direction locale de l'Environnement.

Ce projet a été relancé sur instructions du wali Sidi Bel Abbès, Kamel Hadji, a précisé la directrice locale du secteur de l'environnement, Safia Djaber, soulignant qu'une enveloppe financière

de 100 millions de dinars a été allouée pour l'achèvement des travaux.

Les problèmes techniques et administratifs ont été également résolus, a-t-elle ajouté.

Le taux d'avancement des travaux de ce projet a atteint 70 % en juillet, selon la même source, relevant que la mise en service du centre est attendue pour septembre prochain.

Ce CET aura une capacité technique de stockage d'environ 273 000 mètres cubes, ce qui équivaut à une capacité

d'enfouissement quotidienne de 30 tonnes de déchets.

L'infrastructure permettra d'éliminer les points noirs et d'assurer le traitement des déchets ménagers de Marhoum et des communes voisines de manière structurée, conformément à la stratégie nationale de protection de l'environnement et de développement durable.

Elle contribuera également à activer l'économie verte et circulaire à travers la valorisation des déchets récupérables.

Mostaganem

Le mouvement associatif se concerte

Les activités de l'Université d'été des acteurs de la société civile ont été entamées, lundi à l'Université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem, à l'initiative de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), avec la participation d'associations issues de huit wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays.

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire général de la wilaya de Mostaganem, Ahmed Nasri, représentant le wali, a souligné que cette manifestation constitue "une étape marquante dans le processus de développement et de valorisation des acteurs du mouvement associatif, notamment ceux porteurs de programmes sociétaux dans divers secteurs".

Rappelant le rôle du tissu associatif dans la vie publique et les bases instaurées par l'Algérie pour structurer l'action associative et lui offrir des mécanismes de travail participatif, le même responsable

a souligné que "les approches académiques et professionnelles réunies dans cet événement contribueront à former et à renforcer les capacités et les compétences des acteurs associatifs afin d'améliorer leurs performances et de leur permettre d'interagir avec les différents défis de l'Etat et de la société".

De son côté, le représentant de la présidente de l'Observatoire national de la société civile, Omar Maâradji, a indiqué que "la formation de la société civile est devenue, aujourd'hui, une nécessité urgente pour permettre aux acteurs d'assumer pleinement leur rôle vital et dynamique, en hissant l'action associative des fonctions traditionnelles à des rôles professionnels".

Il a ajouté que cette première édition, organisée dans six wilayas, vise à "discuter et échanger des idées autour de plusieurs questions liées à la situation et aux perspectives de la société civile, tout en

créant un espace participatif et de concertation, efficace avec une force de proposition".

Lors de la séance d'ouverture, des universitaires et des experts de plusieurs universités ont présenté des communications sur "la souveraineté nationale face aux enjeux et les défis géostratégiques", "le rôle de la société civile dans le renforcement du front interne et de la cohésion sociale" et "la citoyenneté numérique face aux médias manipulateurs et aux campagnes de désinformation".

Cette Université d'été, qui se poursuivra jusqu'au 24 juillet, propose également des ateliers portant sur "la gestion administrative et financière des associations", "le projet associatif", "la gestion des crises et des catastrophes", "le financement des associations", "la communication associative" et "le rôle des associations dans la lutte contre la drogue", ont fait savoir les organisateurs.

Chlef

Saisie de cocaïne, des arrestations

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la police de Chettia indiquant qu'un groupe de jeunes s'adonnait à la commercialisation de la cocaïne au niveau de cette ville. Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire

(BMPJ) de Chettia relevant de la sûreté de la daïra de Ouled Farès ont mené des investigations qui se soldées par l'arrestation de trois individus âgés de 20, 30 et 35 ans en possession d'une quantité de cocaïne évaluée à 215 grammes, des équipements, entre autres, une bascule électro-

nique, une paire de jumelles ainsi qu'un montant d'argent de 14 millions de centimes, provenant de la vente de cette drogue.

Poursuivant leurs investigations, les policiers ont identifié quatre complices. Les mis en cause ont été présentés au tribunal de Chlef.

Béchar

Plus de 70.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Béchar ont démantelé un réseau de trafic de drogue et de comprimés psychotropes, et saisi plus de 70.000 comprimés psychotropes, a indiqué mardi un communiqué de ce corps de sécurité.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, la brigade territoriale de la GN de Béchar a procédé au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue et de comprimés psychotropes", précise le communiqué.

Lors de cette opération menée sur la base d'informations confirmées parvenues aux éléments de la brigade de recherche et d'investigation indiquant qu'un individu s'appropriait à introduire une quantité importante de comprimés psychotropes à Béchar à bord d'un mo-

tocycle", un suspect a été arrêté et une importante quantité de substances psychotropes estimée à 54.300 comprimés de type Prégabaline, saisie", selon le communiqué.

Après investigations, "trois (3) autres individus impliqués dans l'affaire ont également été arrêtés outre la saisie d'une quantité supplémentaire de comprimés psychotropes estimée à 15.870 comprimés (Prégabaline), et 20 autres comprimés de type Kietyl".

"Au total, quatre (4) individus ont été arrêtés et 70.170 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg et de 20 comprimés de type Kietyl ont été saisis", ajoute le communiqué, précisant que "les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, qui a ordonné leur placement en détention provisoire".

Extension annoncée de la culture du maïs et du tournesol

Une opération d'extension des superficies dédiées au développement de la culture du tournesol et du maïs sera lancée, lors de la prochaine saison agricole (2025/2026) dans la wilaya de Béchar, selon la Direction locale des services agricoles (DSA).

Cette opération, qui vient en concrétisation du programme du ministère de l'Agriculture et du Développement rural portant extension des cultures oléagineuses dans les régions du sud du pays, se distinguera par une augmentation, durant la même saison agricole, à 500 hectares de la surface dédiée au tournesol, qui était précédemment limitée à 14 hectares, au titre d'une expérience pilote initiée au cours de la saison agricole 2024/2025 à travers plusieurs zones agricoles de la commune frontalière de Beni-Ounif et à Ben-Zireg dans la commune de Béchar", a précisé Abderabi Hamal, responsable du service de production et de l'appui logistique agricole à la DSA.

"L'extension à 500 ha des superficies de la même filière agricole, durant la prochaine saison agricole, sera concentrée au niveau des zones agricoles des communes de Beni-Ounif, Abadla, et

au niveau des périmètres de mise en valeur des terres sahariennes de Ben-Zireg, et Hassi-Belhouari au nord de Béchar", a-t-il expliqué.

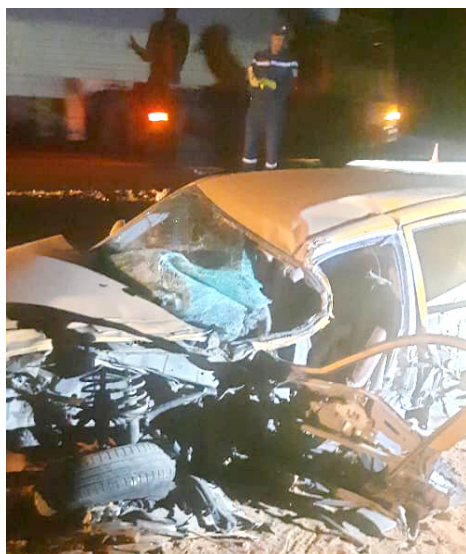
"S'agissant de la culture du maïs, on prévoit, au titre de la même saison agricole, (2025/2026), une superficie de 100 ha consacrée au développement du maïs en graines au niveau des zones agricoles et périmètres de mise en valeur des terres sahariennes des mêmes communes", a-t-il ajouté. "Auparavant, 50 ha avaient été consacrés à cette culture à travers la wilaya, dans le cadre d'une expérience pilote concluante, ce qui s'est traduit par la nécessité d'étendre la surface agricole dédiée à cette filière agricole à travers la wilaya", a-t-il signalé. "Pour la réalisation des objectifs de cette opération, des journées de vulgarisation, de sensibilisation et d'étude, au profit des agriculteurs des mêmes régions sont organisées et animées, actuellement, par des cadres techniques du secteur, notamment ceux de l'Office national d'aliments du bétail (ONAB), dans le but de les inciter à adhérer au programme de développement des cultures oléagineuses dans la région", souligne la même source.

Beni-Abbès

Un véhicule se renverse, 2 morts et 3 blessés

Un tragique accident de la circulation s'est produit hier dans la wilaya de Beni-Abbès, selon les services de la protection civile. Un véhicule s'est renversé au niveau de la route nationale n°06 en direction de Béchar, au niveau de la commune d'Igli, faisant deux morts, deux enfants âgés de 13 et 15 ans, et trois blessés. Ces derniers ont été secourus sur place avant d'être évacués vers l'établissement de santé de la localité.

Les dépouilles des deux victimes ont été transférées vers la morgue. Une enquête est ouverte pour déterminer les circonstances du drame



Relizane

Six blessés dans une collision

Six personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier matin à Relizane, selon les services la protection civile.

Selon ces derniers, une collision entre un véhicule léger et un camion qui

s'est produite à Relizane. La protection civile est intervenue pour évacuer les blessés, âgés entre 20 et 75 ans, vers l'hôpital. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cet accident.

MC Alger Les défis de Rhulani Mokwena

M. Zeggai

L'ère du Sud-Africain, Rhulani Mokwena, a commencé au Mouloudia d'Alger. Le nouvel entraîneur du MCA, qui a été présenté officiellement au centre d'entraînement «Baba Hammoud» à Zéralda, veut instaurer une autre mentalité, celle de la rigueur, la discipline et le travail d'autant plus qu'il n'a pas caché ses grandes ambitions pour le club algérois.

A cet effet, le technicien sud-africain s'est engagé à «travailler vite et bien», pour hisser rapidement le club champion d'Algérie en titre vers un palier supérieur. Lors de cette rencontre, l'ancien coach des Mamelodi Sundowns et du Wydad Casablanca n'a pas manqué de souligner le travail de son prédécesseur. «Avant de venir, j'ai visionné plusieurs matchs du MCA, et j'admets que Khaled Benyahia a fait du bon travail.

A présent, il faut travailler dur pour garder cette bonne dynamique et essayer de faire mieux la saison prochaine», a-t-il affirmé tout en soulignant, «Nous voulons que le club devienne une référence en Afrique. Je suis venu pour élever le Mouloudia vers les sommets africains». Pour cela, le nouveau coach des «Vert et Rouge» a indiqué qu'il a passé en revue le championnat algérien «où



l'écart était trop mince entre les trois premiers du championnat la saison dernière, ce qui montre on ne peut mieux la difficulté de la Ligue 1», a-t-il ajouté. Sur le plan continental, Rhulani Mokwena a été très clair en affichant ses ambitions: «Aller plus loin en Ligue des champions est notre objectif». Pour ce qui est du mercato estival, le nouvel entraîneur du MCA a rassuré les incondtionnels du Doyen. «Nous travaillons en étroite collaboration avec le président Hadj Redjem pour renforcer l'équipe. Tout se fait dans la discrétion, car il est important de respecter les joueurs encore liés à leurs clubs. Soyez assurés qu'il y aura des renforts». En conclusion, Rhulani Mokwena a réaffirmé son engagement: «Le travail a commencé. Nous savons que ce ne sera pas facile, mais je suis convaincu qu'avec l'union des joueurs, du staff, de la direc-

tion et des supporters, nous pouvons hisser le MCA parmi les meilleurs clubs du continent». En somme, le coach sud-africain, fort d son riche palmarès en Afrique, est venu avec la ferme intention de marquer l'histoire du Mouloudia et de prolonger son cycle de succès.

C'est du moins l'impression qui se dégage dans ses propos. Mokwena compte déjà un assez bon parcours d'entraîneur à son actif. Il a mené Mamelodi Sundowns vers deux titres consécutifs de champion d'Afrique du Sud ainsi qu'à une Ligue des Champions d'Afrique en 2023 avant de passer chez l'autre prestigieuse formation sud-africaine, Orlando Pirates. Avec l'arrivée de Rhulani Mokwena, le MC Alger veut enchaîner par un troisième titre consécutif de champion d'Algérie et imposer sa présence à l'échelle continentale.

Mercato Ounas très sollicité

Avant relativement depuis son départ par la petite porte du LOSC, Adam Ounas pourrait faire l'objet d'un transfert. À 28 ans, c'est peu dire que de souligner que la carrière d'Adam Ounas n'est toujours pas celle qui était escomptée. Lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2019, l'ailier droit s'était montré absolument remarquable et avait suscité bien des espoirs.

Hélas, ces mêmes espoirs furent vite déçus face à l'irrégularité du joueur. Parfois excellent (Crotone), parfois à peine correct (Lille), l'international algérien a souvent brillé par son inconstance et est aujourd'hui à la recherche de continuité, ce dont il ne bénéficiera probablement pas

au Qatar. On révèle ainsi qu'Ounas serait sur les traces du FC Lorient (D1 France), de Bologne et du Torino (D1 Italie) ainsi que de Getafe. Il lui reste seulement à faire le bon choix pour se relancer, notamment à désormais six mois de la prochaine CAN.

• Mehdi Zeffane vers un retour en Algérie ?

Libre de tout contrat depuis la fin de son aventure avec Clermont Foot en juin de l'année dernière, Mehdi Zeffane se rapproche d'un retour au pays. À 33 ans, le latéral droit formé à l'OL, travaille d'arrache-pied pour rester en forme en attendant de retrouver un projet à la hauteur de ses ambitions. Après plusieurs expériences en France, en Russie et en

Turquie, Zeffane pourrait bien retrouver le championnat algérien pour la première fois de sa carrière. Selon nos informations, le CR Belouizdad est très intéressé par son profil. Le Chabab, en quête de renforts expérimentés pour renforcer sa défense en vue de la Ligue des champions africaine, a récemment entamé des discussions concrètes avec l'entourage du joueur. Zeffane, de son côté, voit d'un bon œil l'idée d'un retour aux sources après plusieurs mois sans compétition officielle. Pour l'heure, aucune signature n'a encore été officialisée, mais le dossier avance rapidement. Le public du CRB pourrait bientôt voir débarquer un champion d'Afrique sous les couleurs du Chabab.

Le CSC chipe Edwing au Mouloudia d'Oran

Convoité et annoncé au MCO, le botswanais de l'ASO, Edwing, a finalement atterri au CS Constantine. Un renfort de choix pour les Sanaïfirs qui ont réussi à enrôler l'un des meilleurs récupérateurs du championnat de la saison écoulée.

Avec lui, le Chabab a également fait signer Meddah, le défenseur latéral de l'ES Mostaganem, pour compenser le départ de

Bouguerra au MCA.

Recrutement:

le WA Tlemcen passe à la vitesse supérieure

Le Wided est passé à la vitesse supérieure en matière de recrutement. Deux gardiens de but Klouche (CRT) et Guendouz (USMBA), Oumduour (ASMO), Touil (USMA Annaba), Benboulaïd (ASMO) ainsi que quatre nouveaux éléments se sont engagés of-

ficiellement avec le nouveau promu.

USM Harrach: de nouveaux joueurs ont signé

Deux nouveaux joueurs, Laoui du MOC et Bouaziz de l'USM Annaba sont venus renforcer l'effectif de l'USM Harrach en prévision de la nouvelle saison. Avant eux, Taïbi, sociétaire de la JS Saoura, a opté pour les «Jaune et Noir».

M. Z.

ASO Chlef Du nouveau !

M. Z.

C'est officiel ! Bouali Fouad a succédé à Zaoui Samir à la barre technique de l'ASO Chlef.

Avant la nomination du technicien tlemcénien, Abdelkrim Medouar avait rencontré récemment Abdelkader Amrani à Oran, mais sans pour autant parvenir à un accord, ce qui explique peut-être le départ de l'ancien driver du MCO chez le nouveau promu de l'élite, le MB Rouissat. Bouali Fouad sera secondé dans sa tâche par Abdelhak Belaid et Ibrahi-

mi Adlène comme assistants ainsi que Hocine Abrous (entraîneur des gardiens). Pour rappel, le nouveau coach de l'ASO a entraîné plusieurs formations des Ligues 1 et 2 à l'instar du NC Magra, la JS Saoura, le MC El Bayadh, le MC Oran, le CR Belouizdad pour ne citer que ceux-là. Ce changement de staff technique n'a pas convaincu les fans chéliens qui exigent la rénovation du stade, un changement radical au niveau de la direction et une société étatique. A propos de l'effectif, le club a perdu

deux cadres dans des postes clés sans aucune contrepartie financière étant donné qu'ils sont en fin de contrat. Il s'agit de Hamra qui a opté pour le Mouloudia d'Oran et le botswanais Edwing qui a signé au Chabab de Constantine ainsi que Belkhiter annoncé à l'ES Mostaganem et le MB Rouissat. Côté recrutement, rien ne se profile à l'horizon mais on croit savoir, selon notre source, que la direction a pris attache avec quelques nouveaux éléments en attendant la concrétisation des négociations.

Coupe d'Algérie 2025-2026 La FAF fixe les dates de la compétition

La Fédération algérienne de football a fixé les dates de tous les tours éliminatoires régional et national de la Coupe d'Algérie saison 2025-2026, ainsi que celles du tirage au sort des deux phases au niveau des ligues régionales et nationales.

Phase régionale

1e tour régional : 12/13 septembre 2025 (clubs de divisions régionales et de division de wilaya (facultative)).

2e tour régional : 19/20 septembre 2025 (clubs de divisions régionales et de

divisions de wilaya

3e tour régional : 10/11 octobre 2025 entrée en lice des clubs de division inter-régions

4e tour régional : 21 octobre 2025

5e tour régional : 4 novembre 2025 entrée en lice des clubs de ligue 2 en fonction des ligues régionales.

6e tour régional : 14/15 novembre 2025 entrée en lice des clubs de ligue 2 au niveau de toutes les régions.

A noter que le tirage au sort de la première phase aura lieu 7 septembre

2025 au niveau des ligues régionales.

Phase nationale

32e de finale : 6/5 décembre 2025

16e de finale : 12/13 décembre 2025

1/8e de finale : 2/3 janvier 2025

1/4 de finale : 6/7 février

1/2 finale : 22/21 février 2025

Finale : à désigner ultérieurement.

Le tirage au sort de la seconde phase devrait être programmé le 20 novembre 2025, selon le même formule que celle de l'édition précédente.

Jeux scolaires africains-Equipe Nationale 20 joueurs retenus



L'entraîneur de la sélection nationale des moins de 17 ans (U17), Amine Ghimouz, a retenu 20 joueurs pour le tournoi de football des 1ers Jeux scolaires africains, prévus du 26 juillet au 5 août dans les villes de Constantine, Annaba, Sétif et Skikda, a indiqué hier la Fédération algérienne de Football. La sélection nationale a entamé, avant hier au centre national de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive à Souidania, sa préparation pour le tournoi, en présence de 20 joueurs issus de clubs évoluant dans différents paliers du football national. La séance d'entraînement de la journée du lundi s'est tenue sur le terrain annexe du stade Mustapha Tchaker à Blida, avec la participation

de l'ensemble des joueurs. Ce stage s'achèvera, ce mardi, par une dernière séance d'entraînement. Le départ vers la ville d'Annaba, qui accueillera les rencontres de la sélection nationale, est prévu aujourd'hui. La sélection algérienne a été versée dans la poule A, aux côtés du Bénin et du Malawi. La sélection nationale débutera la phase de poules contre le Bénin le 27 juillet (19h 00) au stade du 19 mai 1956 d'Annaba, avant d'affronter le Malawi le 29 juillet (19h 00) dans le même stade. Le groupe B du tournoi de football des JSA est composé du Nigeria, du Soudan et du Burkina Faso, alors que la poule C regroupe la Tunisie, la Côte d'Ivoire et l'Ouganda. Les demi-finales du tournoi

auront lieu le 2 août aux stades Chabou (Annaba) et Hamlaoui (Constantine), alors que la finale se disputera le 4 août (20h 00) au stade du 19 mai 1956 d'Annaba.

Liste des 20 joueurs convoqués

Hedibel (ES Ben Aknoun), Hamidi (AM Froha), Djelidi (MC Alger), Benmedjdoub (Paradou AC), Kadouri (Paradou AC), Noubli (Paradou AC), Achira (ASO Chlef), Achour (ASO Chlef), Sadi (JS Kabylie), Sbahi (RC Arbaa), Massemi (ES Sétif), Remichi (CS Constantine), Benkaidia (CS Constantine), Mite (ASM Oran), Bensalah (O Akbou), Amoura (USM Alger), Moussa (CR Belouizdad), Menasria (ES Guelma), Debbar (ES Guelma), Abdaoui (ES Guelma).

Trop ou pas assez d'IA?

Les parents américains, angoissés, naviguent à vue

Beaucoup de parents naviguent aujourd'hui entre deux craintes. L'angoisse de voir leurs enfants rater le train de l'intelligence artificielle (IA), et la peur de les surexposer à une technologie aux effets encore incertains.

«C'est très difficile de prévoir quoi que ce soit à plus de cinq ans» et se projeter dans un monde post-IA générative, résume Adam Tal, cadre dans le marketing et père de deux garçons de 7 et 9 ans. Il se dit «très inquiet» de l'avenir que réserve cette technologie à ses enfants, que ce soit les «deepfakes» - contenus truqués - «l'incapacité à faire la différence entre réalité et IA» et plus encore «les milliers de menaces possibles que je ne saurais pas identifier pour les protéger».

Mike Brooks, psychologue à Austin (Texas), spécialiste de parentalité et technologie, voit chez beaucoup de ses patients un «effet autruche», un refus d'appréhender l'IA.

«Ils sont déjà dépassés par les contraintes de la parentalité moderne», entre la pornographie en ligne, TikTok, les jeux vidéo ou «les tentatives pour faire sortir les enfants de leur chambre», observe-t-il.

Mais contrairement aux réseaux sociaux, «on est déjà allé bien trop loin pour qu'il soit encore possible» d'isoler les enfants passé un certain âge, constate Marc Watkins, professeur à l'université du Mississippi, qui travaille sur la rencontre entre IA et éducation.

«Dans mon cercle d'amis ou ma famille, je suis la seule qui explore l'IA avec son enfant», remarque Melissa Franklin, mère d'un garçon de 7 ans, qui suit actuellement des études de droit dans le Kentucky.



«Je ne comprends pas la technologie derrière l'IA», dit-elle, «mais ce que je sais, c'est que c'est inévitable et je préfère donner de l'avance à mon fils plutôt que d'être submergée.»

«ÉGALITÉ DES CHANCES»

Le chemin est d'autant plus difficile à tracer pour les parents que la recherche scientifique manque sur les effets cognitifs et comportementaux

de l'IA sur ses utilisateurs, faute de temps. Plusieurs parents mentionnent l'étude publiée en juin par le prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT), montrant que l'activité cérébrale et la mémoire étaient davantage stimulées chez des individus n'utilisant pas l'IA générative que chez ceux y ayant accès.

«J'ai peur que ça devienne un raccourci», explique un père de trois enfants qui a préféré garder l'anonymat. «Après cette étude du MIT, je veux

qu'ils ne l'utilisent que pour approfondir leurs connaissances.»

Adam Tal préfère attendre encore un peu avant de laisser ses fils mettre les mains dans l'IA.

Melissa Franklin ne permet au sien de l'utiliser qu'à côté d'elle, «quand on n'arrive pas à trouver dans un livre, sur Google ou YouTube».

Pour elle, les enfants doivent être encouragés à «penser par eux-mêmes», avec ou sans IA.

Un informaticien père d'un ado-

lescent de 15 ans, qui a préféré garder l'anonymat, ne croit pas à «l'apprentissage de l'IA par les parents». «Ce serait comme de penser que les enfants comprennent TikTok» grâce à leurs géniteurs. «Le plus souvent, c'est le contraire.»

Marc Watkins, lui-même père, se dit «très préoccupé» par les nouvelles formes que prend l'IA générative, mais estime nécessaire de lire sur le sujet, se familiariser avec les outils et d'avoir des conversations approfondies là-dessus avec nos enfants.

«Ils vont utiliser l'intelligence artificielle», dit-il, «donc je veux qu'ils connaissent les avantages potentiels et les risques».

Le patron du géant des semi-conducteurs Nvidia, Jensen Huang, parle souvent de l'IA comme «le plus grand facteur de nivellement que nous ayons jamais vu», démocratisant l'apprentissage et le savoir.

«Une de mes craintes», commente Marc Watkins, «c'est que les parents voient cette technologie comme un moyen de donner à leur enfant un ascendant sur les autres, pour ceux qui en ont les moyens.»

«Mon fils a un avantage parce qu'il a deux parents avec un doctorat en informatique», reconnaît volontiers le père informaticien, «mais cela tient à 90% au fait que nous sommes plus aisés que la moyenne» - et très peu à leur connaissance de l'IA, selon lui.

«C'est quelque chose dont nous devons nous préoccuper», insiste Marc Watkins, «parce que cela peut avoir des conséquences importantes pour l'égalité des chances.»

Turquie

Les bergers kurdes retrouvent leurs alpages avec la paix

Pendant des décennies, les bergers d'Hakkari, dans le sud-est de la Turquie, se sont tenus à l'écart des hauts pâturages aux confins de l'Irak et de l'Irak, patrouillés par les combattants kurdes et l'armée turque.

Ils ont repris ces dernières années les chemins escarpés vers les alpages à plus de 2.000 m d'altitude, un choix conforté par le processus de paix engagé entre Ankara et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

«Ca fait longtemps qu'on vient ici. Il y a 30 ans, on allait et venait mais on ne pouvait plus faire ça... on commence simplement à revenir avec nos animaux», raconte en kurde Selahattin Irinc, 57 ans, tout en maintenant avec douceur le cou d'un mouton pour l'empêcher de bouger pendant la tonte.

Les bergers ont été encouragés après la cérémonie symbolique du 11 juillet, dans le nord de l'Irak où sont repliées les bases du PKK, quand une trentaine de combattants ont déposé et brûlé leurs fusils: un geste de bonne volonté après quatre décennies de violences et une première étape d'un processus de paix initié depuis l'automne. Selon le président Recep Tayyip Erdogan, la guerre avec le PKK a fait 50.000 morts, dont 2.000 soldats turcs, l'un des plus longs conflits de la région.

Le PKK, considéré comme un mouvement terroriste par les autorités turques et leurs alliés, s'est créé pour revendiquer l'autonomie des Kurdes et s'est engagé dans la lutte armée en 1984.

Pendant des années, les montagnes ont été le théâtre de violents combats entre les soldats turcs et le PKK qui trouvait facilement à se cacher. Et les bergers se sont souvent retrouvés coincés et soupçonnés par l'armée. Mais Selahattin Irinc et ses pairs sont revenus en famille avec leurs moutons sur les plateaux du massif de Cilo, dominé par le mont Resko, second sommet de Turquie qui culmine à 4.137 mètres.

Ils ont recommencé à s'aventurer prudemment entre les cascades et les lacs de glaciers, croisant d'autres bergers et quelques randonneurs, alors



que les affrontements cessaient côté turc pour se concentrer dans les montagnes de Qandil, en Irak.

«LE SEUL JOB»

«Dans le passé on avait toujours des problèmes avec les soldats: ils nous accusaient d'aider le PKK en les ravitaillant avec le lait et la viande de nos bêtes», confie avec un geste de dénégation un berger qui refuse d'être identifié.

«Maintenant c'est plus calme», ajoute-t-il.

Le processus de paix en cours n'a cependant pas totalement mis fin aux tensions.

L'armée maintient ses checkpoints autour de la ville d'Hakkari et sur la route conduisant au glacier, principale attraction touristique de la région.

Les paysages qui attirent les randonneurs sont splendides, mais la vie y est rude, constate Mahir Irinc, 37 ans, qui pense que sa génération sera la dernière à s'infliger les rigueurs de l'estivage, sous une chaleur accablante et un soleil de plomb.

«Je ne crois pas que les prochaines générations continueront après nous. On a été heureux de le faire, mais les jeunes n'ont plus envie de se lancer dans l'élevage, ils préfèrent des métiers moins durs», déclare-t-il.

Les troupeaux restent en montagne pendant trois à quatre mois avant de redescendre aux villages avant le froid hivernal.

«On travaille tous ici, les mères, les sœurs, toute la famille. D'habitude je reste me préparer pour l'université mais aujourd'hui j'ai remplacé ma mère malade», sourit Hicran Denis, 22 ans, la tête enroulée dans un foulard fleuri.

Avec les autres femmes, elle passe seu en main d'une brebis à l'autre pour la traite. «Je l'ai dit à ma mère: arrête de faire ça, c'est trop fatigant. Mais au village les moutons c'est le seul job».

Racisme

Un policier américain
condamné à près de trois
ans de prison pour la mort
d'une femme noire

Un ancien policier américain a été condamné lundi à 33 mois de prison pour son implication dans la mort d'une jeune femme noire, Breonna Taylor, icône du mouvement Black Lives Matter, malgré les recommandations de clémence du ministère de la Justice de l'administration Trump.

Ce dernier avait requis la semaine dernière un jour de prison, déjà purgé, contre ce policier blanc, Brett Hankison, reconnu coupable en novembre 2024 par un jury de Louisville (centre-est) d'avoir violé les droits civiques de Breonna Taylor, 26 ans.

Une réquisition qualifiée aussitôt par les avocats de la victime d'«insulte à la vie de Breonna Taylor et de trahison flagrante de la décision du jury» et que la juge Rebecca Grady Jennings a estimée peu convaincante, lors du prononcé de la peine lundi, rapportent les médias locaux. La magistrate a assorti la peine de prison de trois ans de liberté conditionnelle. «M. Hankison est le seul policier condamné en lien avec la descente de police pendant laquelle Breonna a été tuée», a souligné sur X un des avocats de la victime, Ben Crump, en pointe dans les affaires de violences contre les minorités. Les avocats de la victime ont ensuite salué une peine «supérieure à ce que le ministère de la Justice réclamait». «Nous respectons la décision du tribunal, mais nous continuerons à dénoncer l'incapacité du ministère de la Justice à défendre avec fermeté les droits de Breonna et ceux de toutes les femmes noires dont la vie est considérée comme superflu», ont-ils déclaré dans un communiqué transmis à l'AFP. Le ministère de la Justice recommandait une peine d'un jour de

prison - déjà purgée par ce policier lors de son arrestation au début de la procédure - assortie de trois ans de liberté conditionnelle.

Fait inhabituel, cette recommandation était signée, non pas du procureur en charge du dossier, mais de la ministre adjointe de la Justice, chargée des droits civiques, Harmeet Dhillon, une juriste conservatrice nommée par le président Donald Trump à ce poste stratégique.

«Le gouvernement respecte le verdict du jury qui garantit presque certainement que l'accusé Hankison ne servira plus jamais dans la police et aussi probablement qu'il ne détiendra plus jamais légalement une arme à feu», assurait-elle.

Mais une peine plus lourde serait «injuste», faisait-elle valoir, soulignant que «s'il a bien fait feu à l'aveugle à dix reprises vers l'appartement de Mme Taylor, il n'a blessé ni elle ni personne ce jour-là». «Recommander seulement un jour de prison envoie le message sans ambiguïté que des policiers blancs peuvent violer les droits civiques des Américains noirs avec une impunité quasi totale», avaient rétorqué les avocats de la victime.

Breonna Taylor avait été tuée d'au moins huit balles par la police, dans son appartement, à Louisville, dans le Kentucky, le 13 mars 2020.

Les policiers y avaient fait irruption en pleine nuit dans le cadre d'une enquête pour trafic de stupéfiants visant son ancien petit ami. Son nouveau compagnon les avait pris pour des cambrioleurs et avait tiré un coup de feu avec une arme détenue légalement. Les policiers avaient riposté en tirant plus de trente coups de feu, tuant mortellement Breonna Taylor.

France

Trois personnes condamnées
pour traite d'êtres humains
dans le vignoble de Champagne

Trois personnes ont été condamnées lundi en France à de la prison ferme pour traite d'êtres humains après avoir exploité et hébergé dans des conditions indignes lors de vendanges dans le prestigieux vignoble de Champagne une cinquantaine de travailleurs, souvent des migrants sans-papiers venus d'Afrique.



Principale prévenue, la dirigeante d'une société de prestations viticoles, originaire du Kirghizistan, a été condamnée par le tribunal de Châlons-en-Champagne (nord-est) à quatre ans de prison dont deux ferme avec mandat de dépôt.

Egalement poursuivie pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans autorisation et avec une «rétribution inexistante ou insuffisante», elle avait nié lors du procès, le 19 juin, être à l'origine des conditions d'hébergement des vendangeurs et renvoyé la balle aux deux autres prévenus.

«Ma cliente est la coupable idéale pour une filière qui a longtemps fermé les yeux sur ses propres pratiques», a déploré son avocat, Bruno Questel. Estimant la décision «injuste», il annoncé qu'il allait faire appel.

Les deux coprévenus de sa cliente, des trentenaires jugés pour avoir recruté les vendangeurs en région parisienne, ont été condamnés à un an de prison ferme et respectivement deux ans et un an de sursis.

Les prévenus devront également verser 4.000 euros à chaque victime.

«ESCLAVES»

«Cette décision est satisfaisante pour nous. Les gens travaillaient vraiment dans de très mauvaises conditions, cette décision est juste», a réagi l'une des victimes, Amadou Diallo, origi-

naire du Sénégal, 39 ans. «C'est une décision exemplaire», a renchéri l'avocat des victimes, Maxime Cessieux. «C'est assez historique dans le cadre de dossiers de traite dans le monde du travail», a-t-il estimé.

Des mois d'enquête avaient mis au jour des conditions d'hébergement et de travail sordides pour les migrants employés et permis d'identifier 57 victimes - en majorité des étrangers en situation irrégulière originaires du Mali, de Mauritanie, de Côte d'Ivoire ou encore du Sénégal.

Les vendangeurs, logés dans une maison en travaux et un hangar, dormaient sur des matelas gonflables à même le sol, avec des douches de fortune, des toilettes inutilisables et de nombreuses anomalies électriques.

«Ils nous mettent dans un bâtiment abandonné, pas de nourriture, pas d'eau, rien du tout. Et puis on nous amène (...) pour faire des vendanges de 5H00 du matin jusqu'à 6H00 du soir», avait témoigné auprès de l'AFP Modibo Sidibe, l'un des vendangeurs, lors du procès. Une autre victime, Camara Sikou, avait répondu au tribunal qui lui demandait comment ils étaient traités : «comme des esclaves».

La justice a par ailleurs exigé la dissolution de la société de prestations viticoles de la principale prévenue et condamné une coopérative vinicole, également poursuivie, à une amende de 75.000 euros.

«VENDANGES
DE LA HONTE»

Les vendanges de septembre 2025 «vont être scrutées à la loupe et personne ne pourra se cacher derrière son petit doigt en disant +je ne savais pas, je ne comprenais pas, je ne savais pas qui étaient ces gens qui étaient dans mes vignes», a prévenu Me Cessieux. Pour la première fois dans un procès sur la question des vendangeurs, le Comité Champagne, qui représente 16.200 vignerons, 130 coopératives et 370 maisons de Champagne, était partie civile.

«Nous nous devons de nous tenir aux côtés des victimes. On ne joue pas avec la santé et la sécurité des saisonniers. On ne joue pas non plus avec l'image de notre appellation», a réagi le Comité après le jugement. «Nous nous porterons systématiquement partie civile si d'autres affaires donnent lieu à des poursuites judiciaires», a-t-il ajouté.

Quatre personnes travaillant à la récolte du raisin sont décédées lors de ces mêmes vendanges 2023 dans la région, lors d'un mois de septembre particulièrement chaud. Ce qui leur ont valu le surnom des «vendanges de la honte». Une entreprise prestataire et son gérant seront jugés le 26 novembre à Châlons-en-Champagne soupçonnés d'avoir hébergé dans des conditions indignes au moins une quarantaine d'Ukrainiens lors de ces mêmes vendanges.

USA

L'administration Trump publie des archives sur l'assassinat
de Martin Luther King

Le gouvernement de Donald Trump a rendu publiques lundi «plus de 230.000 pages» d'archives classifiées sur l'assassinat de Martin Luther King en 1968, malgré les inquiétudes exprimées par la famille du leader des droits civiques.

Le président américain a ordonné le 23 janvier par décret la déclassification des archives gouvernementales sur l'assassinat du président John F. Kennedy en 1963, ainsi que sur ceux de son frère Robert F. Kennedy, dit Bobby, et de Martin Luther King Jr en 1968.

En mars, les Archives nationales ont rendu publics de nouveaux documents classifiés sur l'assassinat du président John F. Kennedy qui a bouleversé les Etats-Unis et le monde, donnant lieu à de nombreuses théories et spéculations.

Elles ont fait de même en avril pour celui de Bobby Kennedy, père de l'actuel ministre de la Santé de l'administration Trump, Robert Kennedy Jr, et ministre de la Justice du président démocrate assassiné.

Les 230.000 pages publiées lundi portent notamment sur l'enquête du FBI, la police fédérale, sur la traque internationale de l'assassin présumé de Martin Luther King, ou encore sur le témoignage d'un de ses codétenus, selon un communiqué de la directrice du Renseignement national américain, Tulsi Gabbard, à l'origine de l'annonce.

Les Etats-Unis «assurent une complète transparence sur cet événement tragique et décisif dans l'Histoire du pays», déclare-t-elle. Mais dans un communiqué, les enfants du célèbre défenseur des

droits civiques s'inquiètent d'un possible détournement de la publication de ces documents afin «d'attaquer sa postérité ou les réalisations du mouvement». De son vivant, Martin Luther King était visé par une «campagne de désinformation et de surveillance» orchestrée par le directeur du FBI de l'époque, le puissant J. Edgar Hoover, destinée à «discrediter sa réputation et plus généralement celle du mouvement pour les droits civiques», rappellent-ils. Ils réaffirment par ailleurs ne pas croire à la culpabilité de James Earl Ray, un ségrégationniste blanc condamné pour cet assassinat, perpétré le 4 avril 1968 sur le balcon d'un motel de Memphis (sud), où Martin Luther King était venu soutenir des éboueurs en grève. James Earl Ray est mort en prison en 1998.





EPE/SPA AU Capital social de 115 000 000 000 DA
NIF: 006216001808337
EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
Direction Opérationnelle des télécommunications d'Oran
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE
CAPACITES MINIMALES N°19/AT/DOT31/SDFS/DAL/2025

La Direction Opérationnelle d'Oran lance un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

« TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET REPARATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION CUIVRE (CDN) (CONTRAT A COMMANDES D'ADHESION) »

La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse uniquement aux entreprises titulaires de registre de commerce comprenant le code d'activité « 109 214 » intitulé « Entreprise d'installation de réseaux de centrales électriques et téléphoniques ». Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'adresse suivante :

EPE-ALGERIE TELECOM-SPA
Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Oran
SERVICE ACHATS

Adresse : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari ORAN

Contre paiement d'une somme de cinq mille dinars (5000 DA).

Le versement se fera auprès de la banque BNA agence 00951 au Compte bancaire (RIB) N° 001 00951 0300 000 552/20.

Les offres doivent être composées

1. D'un dossier administratif comprenant l'original des documents administratifs en format papier et support électronique inséré dans une enveloppe fermée avec la mention « Dossier Administratif »
2. D'une offre technique comprenant l'original des documents techniques en format papier et support électronique insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre technique »
3. D'une offre financière comprenant l'original des documents financiers en format papier et support électronique insérée dans une enveloppe fermée avec la mention « offre financière »

NB/Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire, comportant uniquement les mentions suivantes :

EPS-ALGERIE TELECOM-SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS D'ORAN
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES N°19/AT/DOT31/SDFS/DAL/2025

« TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET REPARATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION CUIVRE (CDN) (CONTRAT A COMMANDES D'ADHESION) »

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres »

Lieu de dépôt des offres :

EPE-ALGERIE TELECOM-SPA
Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Oran
SERVICE ACHATS
Adresse : 06 Rue CHAILA Ali El Makkari. ORAN

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours calendaires, à partir de la première date de

parution du présent avis sur le site web: www.safqatic.dz

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qu'aura lieu, en séance publique, le jour de la date limite des offres de 08h00 à 14h00 au siège de la direction opérationnelle d'Oran.

Les candidats resteront engagés par leurs offres durant 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

ANEP N° 2516024268

Le Quotidien d'Oran 23/07/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الأشغال العمومية والمنشآت القاعدية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA SIDI BEL ABBES
Code NIF : 408015000022082

مديرية الأشغال العمومية
ولاية سبدي بعباس
Sidi Bel Abbes le

AVIS D'ERRATUM
(Code ANEP N°2531008042)

Conformément aux dispositions de l'article 75 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, le Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbès informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au l'avis d'appel d'offres ouvert avec capacités minimales paru le : 22.04.2025 sur les quotidiens « الجمهورية » et « LE QUOTIDIEN D'ORAN » concernant le projet suivant :

Réalisation du dédoublement de la RN13 entre SIDI BEL ABBES et TELAGH sur 45 km (1ère tranche sur 27km)
Travaux de déplacement de la conduite d'AEP

Lot N° 01 : Travaux de déplacement de la conduite d'AEP se trouvant sur le lot N°01 (Dédoublement de la RN13 du PK 97+400 au PK 103+900 SIDI BEL ABBES - TOUAITA)

Que suite à la publication de l'avis d'attribution provisoire de marché en date du 25.05.2025 sur le quotidien « الجمهورية » et le 26.05.2025 sur le quotidien « LE QUOTIDIEN D'ORAN », qu'une erreur s'est glissée sur la note technique globale attribué à l'entreprise ETPHB CHORFI AHMED et qui est corrigé comme suit :

74 points au lieu de 76 points

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531010600

Le Quotidien d'Oran 23/07/2025

Importante entreprise nationale recrute.

Diplôme : Ingénieur d'état ou Master 02 en : Génie Civil & Architecture

- Génie civil
- Architecture.
- Hydraulique.
- Hygiène & Sécurité & Environnement.

Expérience : Minimum 03 ans dans le domaine.

Exigence : Maîtrise de la langue Anglais et espagnole est exigée.

Résidence : Oran et Environs.

Lieu de travail : Divers projets implantés au niveau du territoire national.

Avantages : Divers avantages selon la compétence.

Mail : recrutement.gcbdro@gmail.com

ANEP N° 2531100677

Le Quotidien d'Oran 23/07/2025

APARTEMENTS

■ Urgent : A louer à Canastel, un sous-sol 200 m², habitable, ttes commodités, dispo à un an renouvelable à l'avance, 6 millions/mois négociable - Tél : 0673.91.34.44

■ A louer appart 4 grandes pièces et cuisine, SDB et toilette, 1^{er} niveau de villa + 1 garage voiture, à la Lofa Oran - Tél : 0771.22.74.75

VILLAS

■ Urgent : A.V villa actée + L/F, 226 m², 2 faç, centre-ville TERGA, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 1,4 MD négociable - Tél : 0673.91.34.44

■ Vends villa ancienne 310 m², double façade, idéal pour promoteur, hôtel, clinique, centre commercial, endroit sécurisé - Tél : 0777.01.70.88 - Prix après visite.

EMPLOIS

■ Bill tab recrute : comptable, facturation, chauffeurs, manutentionnaire, mécanicien, lavage - 0672.91.09.54 Zone Industrielle Es-Senia.

TERRAINS

■ A.V terrain 194 m², 10 m façade, Belgaïd - A.V F2, 2^e étage 40 m² centre-ville - A.V (02) studios 1^{er} étage 47 m² centre-ville - A.V matériel café complet - A.V F4, 1^{er} étage 78 m² Bel Air - A.V F4, 105 m² 3^e étage prom Maraval - Bureau d'affaire 0793.82.61.44

DIVERS

■ Moniteur d'auto-école Capp B depuis 2003 Capp A + Capp B + Capp C + Capp D - Veuillez contacter 0655.45.41.03

DÉCÈS

C'est avec une immense tristesse que je vous annonce le décès de

BELARBI

Abdelhamid,

décédé le 20.07.2025

à l'âge de 78 ans.

Père aimé et respecté parti en

silence laissant derrière lui

l'image d'un homme droit,

généreux et profondément aimé.

Ton départ a brisé mon cœur,

que ton âme repose en paix.

Allah yerahmek papa.

Ta fille Layel



PENSÉE

A la mémoire de notre chère mère et grand-mère

MAKHOLOUF

Setti

Il y a déjà 01

année que tu nous a quittés le

21/07/2024 pour un monde

meilleur

Ta place est toujours vide à la

maison mais tu es présente

dans mes pensées pour

l'éternité. Je demande à tous

ceux qui l'ont connue d'avoir

une pieuse pensée à sa

mémoire.



Ta fille Noria



Monsieur L. BERRANE, P.C.A de la SPA BAHIA PHARM, les membres du conseil d'administration, ainsi que le personnel de la grossisterie attristés par la nouvelle du décès de monsieur **BOUGUETTAYA Ahmed** père de leur confrère, Monsieur **BOUGUETTAYA Djaouad Benyahia**, présentent à celui-ci toutes leurs condoléances et l'assurent de leur soutien et de leur compassion.

Puisse Dieu donner aux proches du défunt la force de surmonter cette épreuve.

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم



Communiqué

2ème édition du concours « Étoile Montante »
Ooredoo rappelle aux étudiants la date limite de participation jusqu'au 31 juillet

À l'approche du délai de clôture des candidatures à la 2^{ème} édition du concours « Étoile Montante », Ooredoo tient à rappeler aux étudiants en Sciences de l'Information, de la Communication et en Journalisme, à travers les universités algériennes, que la date limite de soumission est fixée au jeudi 31 juillet 2025.

Initiée dans le cadre de la stratégie RSE de l'entreprise, cette initiative s'inscrit dans l'engagement constant de Ooredoo en faveur de la jeunesse, en particulier des étudiants, en valorisant leurs talents académiques et créatifs. Elle vise également à encourager leur réflexion sur les grandes mutations technologiques qui façonnent le monde d'aujourd'hui.

Pour cette 2^{ème} édition, les participants sont invités à soumettre des travaux autour de la thématique : «La transformation digitale et l'intelligence artificielle: enjeux et défis». Les étudiants inscrits aux cycles Licence, Master ou Doctorat, issus des facultés, départements ou écoles spécialisées en journalisme, communication ou sciences de l'information, peuvent concourir dans l'une des quatre catégories suivantes :

1. Reportage écrit
2. Reportage radiophonique
3. Reportage audiovisuel (incluant les dessins animés)
4. Reportage digital

Les candidatures peuvent être déposées directement via la plateforme dédiée :

<https://ore.do/etoile-montante-participation> Il est également possible de participer en envoyant son dossier par email à :

etoilemontante@ooredoo.dz

Chaque étudiant peut présenter un seul travail, rédigé ou réalisé dans l'une des langues suivantes : arabe, tamazight, français ou anglais.

Le règlement complet du concours est disponible sur le site web de l'opérateur :

www.ooredoo.dz

À travers le concours « Étoile Montante », Ooredoo confirme son engagement en faveur du développement des compétences de la nouvelle génération et de la valorisation de la pensée critique et créative autour des transformations numériques qui façonnent l'avenir.

2

20.10 Les invisibles



11.00 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Journal Météo climat
12.00 Journal 13h00
12.50 La p'tite librairie
12.55 Ça commence aujourd'hui
16.35 Vélo Club
17.35 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal 20h00
19.56 Image du jour : Tour de France
20.00 Mot de passe : le duel

Série policière - France - 2022
Saison 2 - Episode 3/6 : Mercure
Avec Nathalie Cerda, Cécile Rebboah, Guillaume Cramoisan, Quentin Faure
Un matin, très tôt, un brancardier trouve le corps d'un homme sans identité, en tenue de jogging sur les marches du CHU de Lille, en état de mort cérébrale. Aucune trace de celui ou celle qui l'a déposé. Alors qu'elle mène l'enquête, la brigade des Invisibles est surveillée de près par un lieutenant de l'IGPN. Les indices sont minces mais l'équipe du commandant Darius découvre bientôt l'identité du joggeur.

3

20.10 Des racines et des ailes



10.10 Al Dente
11.20 ICI 12/13
11.55 VTT : Championnats de France
12.25 Tour de France - Etape 17 : partie 1
14.00 Rex
15.45 Duels en familles
16.20 Slam
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions
18.50 Tout le sport
19.20 Un si grand soleil

Présenté par Carole Gaessler
Dans le sud de l'Aveyron, les trois sœurs de La Roujarie restaurent un hameau exceptionnel avec l'architecte Patrice Gintrand. Au Rouergue, un couple redonne vie à un hameau abandonné, élevant brebis et relançant un four. À Gordes, des jeunes insufflent une nouvelle vie au village, élevant leurs vaches. En Occitanie, Michèle et Philippe Devisme restaurent un village abandonné depuis cinquante ans.

4

21.30 Basique, le concert



09.51 Idéfix et les Irréductibles
10.46 Les métiers
11.01 Les Croods (Pré)histoires de famille
12.33 La Colo
14.23 Molusco
16.38 Okoo-koo
16.56 Oscar & Malika toujours en retard
17.53 Potobot
19.02 Au galop ! Une saison à cheval
19.50 Les enfants chantent
19.55 Consomag

Dans un dispositif scénique exceptionnel, la chanteuse Olivia Ruiz offre une performance live inédite après huit ans d'absence. Entourée de ses musiciens, elle interprète ses plus grands tubes, «Elle panique», «J'traîne des pieds» ou encore «Les crêpes aux champignons», mais également des morceaux tirés de son dernier album, «La Réplique». Dans ce sixième disque, la chanteuse explore ses racines latines et mêle des sonorités électro plus actuelles aux rythmes dansant latino. C'est aussi la première fois qu'elle écrit ses textes en espagnol.

5

arte

TMC

10.00 Sale temps pour la planète
10.53 Imprévis
11.10 Maisons et hôtels de légende
12.00 Une maison, un artiste
12.35 Le doc du Mag santé
13.40 Echappées belles
15.12 Imprévis
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 Silence, ça pousse !
19.05 Caméras espions au coeur des océans
19.55 Ma maison de A à Z
21.45 C dans l'air

11.45 Les abricots de la Wachau en Autriche
12.35 L'incorrigible
14.10 Porc royal
15.55 Cuisines des terroirs
16.25 Invitation au voyage
17.55 Prédateurs et proies, un équilibre fragile
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.52 Tu mourras moins bête
20.00 Nostalgia
21.50 Oasis : Supersonic

08.40 Madame est servie
12.45 Section de recherches



13.45 Petits plats en équilibre
13.50 Section de recherches
18.10 Petits plats en équilibre
18.15 Quotidien, première partie
19.10 Quotidien, deuxième partie
19.45 Quotidien
20.25 Le grand bêtisier de l'été



CANAL+ GRANDECRAN 20.04

KINGDOM OF HEAVEN (VERSION LONGUE)

Film historique - Italie - France - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Espagne - Allemagne - 2005
Avec Orlando Bloom, Eva Green, Liam Neeson, Jeremy Irons
Dans un petit village de Provence, au XIIe siècle, Balian, un jeune et humble forgeron, enterre son épouse qui s'est suicidée. Un groupe de croisés débarque alors. Leur puissant chef, Godefroy d'Ibelin, un noble, lui révèle qu'il est son père et lui propose de l'accompagner. Pour échapper aux hommes de l'évêque qui le poursuivent, Balian finit par accepter. En chemin, Godefroy est gravement blessé lors d'une embuscade.

CANAL+ BOX-OFFICE 20.00

TWISTERS



Film catastrophe - Etats-Unis - 2024
Avec Daisy Edgar-Jones, Glen Powell, Anthony Ramos, Maura Tierney
En Oklahoma, Kate Carter, étudiante en climatologie, s'est lancée à la poursuite d'une tornade avec son compagnon Jeb et trois autres spécialistes du genre, Javi, Addy et Praveen. Mais celle-ci se révèle fatale pour trois d'entre eux et seuls Kate et Javi survivent. Cinq ans plus tard, Kate travaille à New York, quand elle est contactée par Javi, qui lui propose de tester une nouvelle technologie capable de détecter les tempêtes avec une précision inégalée.

CINE + FRISSE 19.50

HORS DE CONTRÔLE



Thriller - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2010
Avec Mel Gibson, Ray Winstone, Danny Huston, Caterina Scorsone
Policier à Boston, Thomas Craven reçoit la visite de sa fille Emma, 24 ans. Alors que cette dernière est victime de vomissements, Thomas décide de l'amener à l'hôpital. Mais sur le seuil de la maison, un individu masqué surgit, fait feu et tue la jeune femme. Les collègues de Thomas cherchent qui pouvait bien lui en vouloir. Craven découvre que sa fille était bien la cible et décide d'enquêter.

TÉLÉVISION

TF1

19.50 Euro féminin



10.00 Les Feux de l'amour
10.50 Les douze coups de midi
11.55 Petits plats en équilibre
12.00 JT 13h
12.50 Petits plats en équilibre
12.55 Météo
13.00 Plus belle la vie, encore plus belle
15.10 Joséphine, ange gardien
17.00 Tout pour la lumière
17.30 Ici tout commence
18.10 Demain nous appartient
18.55 Météo
19.00 JT 20h

- Allemagne / Espagne
La fin du championnat d'Europe s'approche avec le dernier match des demi-finales. Parmi les nations attendues ce soir au stade Letzigrund, à Zurich, figure l'Espagne, championne du monde en titre, et qui court après un premier sacre à l'Euro. Demi-finaliste en 2023, la France fait partie également des sérieux outsiders en Suisse. Portées par un groupe rajeunie et ambitieux les Bleues ambitionnent de décrocher le premier titre international de leur histoire. Huit fois titrée, l'Allemagne figure logiquement sur la courte liste des nations attendues à ce stade du tournoi.

6

20.10 Cauchemar en cuisine



10.35 Ça peut vous arriver chez vous
11.45 Le 12.45
12.40 Un jour, un doc
16.25 La roue de la fortune



17.35 Le juste prix
18.45 Le 19.45
19.40 Nouveau jour

Présenté par Philippe Etchebest
Philippe Etchebest se rend à Criquebeuf-sur-Seine dans le département de l'Eure pour venir en aide à Laurence et David. Avec l'aide de Martine, ils ont repris un restaurant local il y a cinq ans mais les affaires ne sont pas au beau fixe. Sur place, le chef est consterné face aux manquements manifestes dans la gestion de l'établissement. Tout est à revoir, de la décoration à la tenue en service, en passant par la qualité des produits et de la préparation.

CANAL+

20.09 Laura Felpin : Ça passe



08.26 Plastic Odyssey : Mission Pacifique
09.53 Le Panache
11.23 Fleur bleue
11.31 Alexia cuisine le monde
12.25 Transformers : Le commencement
14.06 Super Papa
15.41 Francois-Xavier Demaison : Di(x)vin(s)
16.58 Saturday Night Live
18.40 Hot Ones
19.23 Fleur bleue
19.28 Viendez au Groland

Pour son premier spectacle, Laura Felpin campe une galerie de personnages haut en couleur, allant du moniteur de canyoning en passant par des professeurs d'école ou des femmes de son temps... Tout cela avec l'objectif de mettre gentiment en lumière les petits et les gros travers de la société. Dès son entrée en scène, récitant des passages de La Mouette de Tchekhov, l'humoriste donne le ton à son spectacle, décalé, écrit à mots choisis, qui lui a valu le Molière de la meilleure humoriste en 2023.

PLANETE +

TFX

W9

09.18 Planète Virus
10.16 Brian Wilson : Long Promised Road
11.55 Les grandes maisons du luxe
13.13 Mes grands-parents et la guerre
14.53 Mystérieux objets
16.29 Cléopâtre, à la recherche du tombeau disparu
18.22 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Joan Miró, le feu intérieur
20.50 Pablo Picasso et Françoise Gilot : la femme qui dit non
21.51 Duels : Anquetil le vainqueur, Poulidor le héros

10.55 Petits plats en équilibre
11.00 TFX infos
11.05 Secret Story, la quotidienne
14.05 Quatre mariages pour une lune de miel
16.55 Petits plats en équilibre
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 Secret Story, la quotidienne
19.00 Tout pour la lumière
19.30 Plus belle la vie, encore plus belle
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Incroyables mariages gitans

08.00 Kaamelott
11.50 Malcolm



18.50 The Detective Club : qui a volé Kiki ?
20.05 Météo
20.10 Enquête d'action

Poissons 19-02 au 20-03
Bien que la philosophie ou les voyages soient au cœur de vos préoccupations, il est toujours temps de faire le point.

FLÉCHÉS N° 9325

		↑						
		←	AMPLEMENT EN AVANT PAYS D'EUROPE	→				
					↑			
					↑	LETTRES DE MYSTÈRE POSSESSIF	→	
		↑		↑			↑	
		←	VIEILLE AUTO ARTICLE RETOURNÉ		↑	OBTINT ENSUITE INDÉFINI	↔	ORIENT PART À PART
				↑				↑
				←	OBÈSE NÉANT ENTRA		←	RÉFUTER ENLEVA FISSA
	↑			↓				↑
	↑	→	INGURGITA PARLEMENT JOUR DES PARESSEUX	↔		SUPERFICIE CENDRÉ	↔	ESSAIS QUATRE ROMAIN
				←	CAPITALE DU TOGO ALUMINIUM	↔		
				↓				
	↔	→	GRANDE ÉCOLE D'UN SEUL CÔTÉ			GRECQUE CROCHET DOUBLE	→	
						↓		
							←	TENUES À L'ÉCART EXEMPLE NOTE
						↓		
		→	EN SUITE LETTRES AU PRINCE		→	APPRIIS COUPE EN RÈGLE		PETIT SAC EN PAPIER PRÉPOSITION
	↓	←			↓			↓
			POINTS OPPOSÉS BOUCAN					
		↔					↑	
							↓	
						ELLE EST TOUJOURS À SA PLACE SAINT	→	

3	6	5	4	1	9	8	7	2
4	1	8	3	2	7	6	5	9
9	7	2	5	8	6	4	1	3
7	3	6	9	5	2	1	8	4
5	9	1	7	4	8	3	2	6
8	2	4	1	6	3	5	9	7
1	5	9	6	7	4	2	3	8
6	8	3	2	9	5	7	4	1
2	4	7	8	3	1	9	6	5

CODÈS N° 9324

1	2	3	4	5	6	S
7	8	9	10	11	12	Q
13	14	15	16	17	18	
19	20	21	22	23	24	

A. Fils de franc-maçon qui fait maintenant des B.A.
B. Bande des quatre. Son affaire est bonne en un sens. Alors bonne note est prise !
C. Un égyptien qui se foute de notre pipe !
D. Événement fort troublant.
E. Etat gaélique.
Face convexe.
F. Bel et bien.
G. Touché troublé. Presse.
H. Envoyer. Préposition.
I. Pourvu que ce soit lui. De l'argent à claquer !
J. Aspirant.
Ascendant taureau.

E	E	E	E	U	R	R	E	R	F	I	L	A	T	D
T	E	N	E	T	N	E	M	E	D	R	A	T	E	R
T	T	T	N	E	M	E	S	S	I	L	B	A	T	E
O	I	R	O	U	R	T	E	R	R	E	L	I	E	T
C	L	E	I	Q	I	T	E	I	T	E	U	E	S	E
O	E	N	T	R	N	T	N	O	R	R	S	A	M	F
C	D	I	A	A	I	G	N	E	F	O	R	R	C	N
A	I	P	T	M	L	I	A	R	R	A	O	H	E	O
R	F	U	I	O	E	S	U	O	B	R	A	G	L	L
R	E	L	R	I	E	E	S	A	U	R	A	I	A	L
E	R	R	R	S	G	O	N	E	R	N	V	R	L	I
P	G	U	I	N	I	D	L	E	R	I	M	A	A	U
A	O	T	A	R	E	U	T	U	E	E	H	T	T	G
S	E	H	E	U	O	T	O	R	I	O	P	S	E	I
B	C	E	X	C	E	T	N	E	M	E	S	U	M	A

1 R	2 U	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	4	5	6	7	13	8	5	9	1
4	1	7	5	15	9		4	6	7
5	9	6		9	11	6		7	8
11	9	8	5	11		7	1	13	9
5		16	2		9	13	2	9	11
8	6		10	7	13	17	9		
6	9	10	10	9		4	11	9	1
2	1	9	9		9	5		10	4
6	1	2	11	6			15	2	8
8	7	1		7	13	9	1	9	
4	11	11	7	6	2	1	9		7
5	11		16	9	1	4	3	9	11
5	9	4	5		8	14	9	9	11
9	1			5	9	9			8
10	7	12	4	2	1	9	2	1	11

SUDOKU N° 9325

CODÉS N° 9325



10 ERRORS



ONU: débat ouvert au Conseil de sécurité sur le règlement pacifique des différends



Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu un débat public de haut niveau mardi, sur le thème «Promouvoir la paix et la sécurité internationales par le multilatéralisme et le règlement pacifique des différends».

Une note conceptuelle souligne le défi croissant que représentent les différends non résolus, qui conduisent à des conflits prolongés.

Ces conflits sont exacerbés par les rivalités géopolitiques, le non-respect des obligations internationales, la non-application des résolutions du Conseil de sécurité et la sous-utilisation des instruments du Chapitre VI de la Charte des Nations unies, de la négociation et de la médiation au règlement judiciaire.

Elle permettra aux intervenants de réfléchir aux moyens d'exploiter pleinement les outils de règlement des différends prévus par la Charte, de combler les lacunes dans la mise en œuvre des résolutions antérieures de prévention des conflits, de donner au Secrétaire général les moyens de mener une diplomatie préventive et d'élargir le mandat du Conseil de sécurité au-delà de la gestion des crises pour garantir une paix durable.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Philippines: près de 70.000 personnes évacuées en raison de crues



Des inondations provoquées par le passage du typhon Wipha aux Philippines ont conduit à l'évacuation de près de 70.000 personnes autour de Manille, tandis qu'au moins deux personnes sont portées disparues, ont indiqué les secours mardi. Les écoles et les administrations de

la capitale et des provinces environnantes étaient fermées mardi, après une nuit de fortes pluies qui ont fait déborder de son lit la rivière Marikina.

Plus de 23.000 personnes vivant le long de la rivière ont été déplacées pendant la nuit et se sont réfugiées dans des écoles, des salles municipales ou des

cours couvertes. Environ 44.000 autres personnes ont été évacuées des villes de Quezon City et Caloocan, dans le Grand Manille. D'après Wilmer Tan, du bureau de secours de la ville de Marikina, «ces personnes viennent généralement de zones basses, le long des ruisseaux (qui se jettent dans la rivière)».

Nouveau rebondissement dans le bras de fer UE/Chine à l'OMC



L'Union européenne a obtenu une décision largement favorable dans un des conflits commerciaux qui l'oppose à la Chine concernant la propriété intellectuelle, selon une décision publiée lundi par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Fin 2022, l'UE avait obtenu la constitution d'un groupe spécial à l'OMC chargé d'examiner cette affaire. En avril dernier, ces experts avaient donné raison à la Chine, mais les «arbitres» en appel ont largement inversé cette première décision.

Dans ce dossier, Bruxelles accuse Pékin d'entraver drastiquement les recours en justice des entreprises européennes dont les brevets, notamment dans les technologies télécoms, sont utilisés de façon illégale par les firmes du géant asiatique. Une disposition que Bruxelles juge «incompatible» avec l'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle, relevant que «des milliards d'euros» sont en jeu. Le géant suédois des équipements télécoms Ericsson a notamment été victime d'une telle injonction.

Grèce : suspension du travail en extérieur en raison d'une nouvelle vague de chaleur



Le ministère grec du Travail a suspendu mardi le travail en extérieur dans plusieurs régions à cause des températures qui pourraient atteindre 43 C dans le pays. «A cause des températures et des niveaux d'inconfort particulièrement élevés, le travail en extérieur a été interdit mardi de 12h00 à 17h00 (heure locales) dans de nombreuses régions», a annoncé le ministère dans un communiqué.

La suspension du travail en extérieur concerne notamment les chantiers de construction et de travaux publics, les zones de réparation navale, ainsi que les services de livraison dans plusieurs régions dont Athènes et des destinations touristiques comme les îles Ionniennes et Rhodes (sud-est).

La vague de chaleur qui a débuté lundi devrait durer jusqu'à dimanche, selon le service météorologique du pays (EMY). Les températures pourraient atteindre 40 C à Athènes et à Thessalonique mardi, avec des pics prévus de 43 C dans le centre de la Grèce. Jeudi, la capitale pourrait enregistrer une température maximale de 41 C, a indiqué EMY.

Ligue arabe : tenue d'une session extraordinaire



La Ligue des Etats arabes tient, mardi, à la demande de l'Etat de Palestine, une session extraordinaire au niveau des représentants permanents, en vue de discuter de l'escalade dangereuse des agressions sionistes dans la bande de Gaza et contre des sites religieux appartenant aux Palestiniens, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. «Cet appel intervient au vu des conditions catastrophiques, du siège de famine et de la mort insensée auxquels sont soumis les civils de la bande de Gaza», a précisé la même source.

Il s'inscrit également dans le contexte des attaques de l'occupation contre les lieux saints islamiques et chrétiens, notamment le projet illégal sioniste de priver la municipalité d'El Khalil de son autorité sur la mosquée El Ibrahimi et ses environs, et de la céder au soi-disant + Conseil religieux + des colonies sionistes. Il s'agit d'une tentative de modifier le statut juridique et historique du site et de le transférer entièrement sous contrôle sioniste.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PESTICIDES ET CONTRADICTION ENTRE LE MAL ET LE PROGRÈS

Rien de plus concluant ne peut aussi parfaitement illustrer l'équation cornélienne qui se pose au monde que la nouvelle mèche allumée sur la poudrière agricole française. Une nouvelle loi votée cette semaine donne libre champ aux agriculteurs pour réintroduire les pesticides dans leurs cultures. Le débat sur le sujet, entre les pour et les contre, a presque mis en sourdine celui concernant les mesures décidées pour le nouveau budget de l'État.

Coincidence ou voile politique couvrant ? Le futur proche le dira. En tout état de cause, la société française ne cesse pas de gesticuler devant les petites et les grandes bourrasques politiques articulées.

Face au problème de la pollution, les agriculteurs ont toujours eu des avis très

partagés qu'appuie sans concession leur influente fédération. Seuls comptent la rentabilité et le profit. En chœur, ils insistent sur une agriculture forte et exigent d'être à la hauteur de la concurrence.

Il y a là la symbolique d'une guerre non larvée avec une profonde et entière contradiction entre la recherche de la jouissance du progrès et les méfaits inévitables qu'il produit sur les populations. Avec cette contradiction, les théorèmes répétés sur la nécessité de

lutter pour un environnement sain ne seraient donc que chimère car l'existence humaine repose sur des besoins et des exigences opposées. Le chant des sirènes sur l'écologie, malgré son assourdissant, n'aura pas la veine de réorienter le cours d'un monde où le pragmatisme existentiel n'a qu'une place réduite à occuper. Il ne peut échapper à une industrie née pour être dévorante ni éluder la tapageuse force des compétitions commerciales mondiales.

Les infortunés paysans français brandissent à tue-tête l'utilisation des pesticides permise par l'agriculture des 26 autres États de l'Union européenne pour les concurrencer. Leur vision est étriquée car l'Europe ne subit pas seule les contrecoups d'une course mondiale effrénée vers le profit.